

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
ŒUVRES PARISIENNES

EN
FAVEUR DU LOGEMENT
DES
FAMILLES NOMBREUSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 9 Juin 1914, à 3 heures

PAR

Pierre DAMOISEAU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. SOUCHON, *professeur*
Suffragants : { MM. DESCHAMPS, *professeur*
ALLIX, *agrégé*

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
ŒUVRES PARISIENNES

EN
FAVEUR DU LOGEMENT
DES
FAMILLES NOMBREUSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 9 Juin 1914, à 3 heures



PAR
Pierre DAMOISEAU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. SOUCHON, *professeur*
Suffragants : { MM. DESCHAMPS, *professeur*
ALLIX, *agrégé*

PARIS (5°)
M. GIARD & É. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1914

*« Il faut que en un Estat les riches aydent
aux pauvres, son harmonie cessant lorsqu'il
y a partie d'enflée outre mesure, les autres
demeurant atrophiées. »*

THÉOPHRASTE RENAUDOT

1586-1653.

INTRODUCTION

Si nous examinons actuellement comment la question sociale se présente à nos yeux, nous sommes frappés de voir que, jamais dans l'histoire, les hommes n'ont vécu dans un état d'interdépendance plus absolu ; jamais ils n'ont tant eu besoin de se soutenir les uns les autres, et jamais, par une curieuse contradiction, malgré l'âpreté de la lutte pour la vie qui les rend farouchement égoïstes, ils n'ont tant ressenti les lois impérieuses de la solidarité : Comme disait La Fontaine : « Il se faut entr'aider, c'est la loi de nature ».

Il nous a paru intéressant d'examiner parmi tous les problèmes que tout homme de cœur se pose en face de la crise que nous traversons, celui qui, sans contredit, est le plus angoissant de tous ; celui qui semble de prime abord insoluble parce qu'il touche à l'un des droits les plus sacrés : le droit de propriété. Nous voulons parler du logement des familles nom-

breuses à Paris, la grande cité étant la ville où il se pose avec le maximum de difficultés.

D'ailleurs, la pratique même des œuvres sociales, nous a plus particulièrement poussé à faire l'exposé des remèdes qui ont été employés, et la facilité que nous avons d'avoir les documents concernant ces œuvres nous a permis de les étudier plus à fond, d'analyser leur fonctionnement, de rechercher les sources de leur prospérité, et d'admirer les résultats merveilleux qu'elles ont obtenus en si peu de temps.

Enfin cette question est, hélas ! d'une trop saisissante actualité et M. Paul Strauss peut écrire en toute vérité : « Il n'y a pas de question plus mûre et plus opportune que celle-là. L'opinion est unanime à accueillir favorablement toutes les mesures destinées à organiser sur de fortes bases la protection des familles nombreuses, surtout en ce qui concerne la sauvegarde du foyer et des berceaux ».

Qui de nous, en effet, soit dans la presse, soit dans les livres, soit même dans la vie courante, n'a été amené à se poser à son sujet mille réflexions. Combien de fois n'avons-nous pas été émus à la vue de telle ou telle misère, de telle ou telle souffrance, et combien de fois n'avons-nous pas senti qu'il serait cruel de rester indifférent en face de pareils spectacles !

N'avons-nous pas vu souvent dans les rues de notre ville, à l'époque du petit terme, *errant à l'aventure*, de pauvres gens traînant des voitures à bras

sur lesquelles s'entassaient de misérables mobiliers.

N'avons-nous pas eu un serrement de cœur lorsque le soir, à la suite d'une enquête à domicile dans un quartier de la périphérie, nous avons aperçu, le long des fortifications, une malheureuse famille sans abri qui campait à la belle étoile. Nous n'insisterons pas sur la description de pareils spectacles.

L'opinion publique s'est enfin alarmée d'une telle situation et le martyrologe des familles nombreuses a pris les proportions d'un scandale, d'un crime de lèse humanité (1).

La presse, qui se fait souvent l'auxiliaire des grandes idées, n'a pas failli à sa tâche, et nous verrons dans le cours de nos développements, comment elle a su servir cette noble cause. Nous devons cependant mentionner ici un grand journal parisien qui s'est attaché plus particulièrement à la question, en organisant au moyen d'un concours un vaste referendum dans toute la France : nous voulons parler de la campagne entreprise par l'*Eclair* le 12 avril 1913, et à la tête de laquelle se trouvait un comité d'honneur composé des hommes qui se sont les plus distingués dans la lutte pour le bien, ces hommes dont tant de ménages parisiens se disent les noms avec reconnaissance (2).

Poussé par l'opinion publique, le Parlement s'est décidé à entrer dans la voie des réalisations, et on a vu

(1) Strauss. — *Le Foyer populaire*. Préface, p. vi. •

(2) Journal l'*Eclair* du samedi 12 avril et jours suivants.

naître une législation toute nouvelle sur les habitations à bon marché, où de notables privilèges étaient accordés à toutes les sociétés qui se formeraient suivant les prescriptions de la loi. De cette législation, nous n'aurons pas à parler parce que notre sujet ne comportera pas l'examen de sociétés d'habitations à bon marché, qui ont déjà été maintes fois analysées, mais il portera seulement sur les œuvres sociales, c'est-à-dire, sur le remède apporté par l'Assistance Privée ou Publique. Nous aurons à voir tout simplement, comment une famille expulsée peut être secourue et éviter la ruine ; dans les rapports ordinaires entre un propriétaire quelconque et un locataire sur le point d'être expulsé, nous verrons comment ces œuvres de charité ont pu discrètement s'interposer et quelles combinaisons elles ont imaginé pour remédier à cette situation. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de faire en passant la critique des sociétés d'habitation à bon marché parce qu'elles ne résolvent pas actuellement la question.

Nous devons cependant, dans le domaine législatif, mentionner un projet de loi de M. Albert Métin, ministre du Travail, déposé au Sénat le 14 janvier 1914. Ce projet voté par la Chambre est relatif au logement des familles nombreuses et à la création des Jardins Ouvriers.

Il complète les dispositions de la loi du 23 décembre 1912, qui favorise la création d'habitations à bon marché

pour familles nombreuses, et l'initiative des communes.

Quoi qu'il en soit, nous allons maintenant aborder la question. Nous nous rendrons d'abord compte de l'état de la crise, nous en examinerons les causes, et nous verrons les palliatifs qui ont pu y être apportés.

Puis nous analyserons le fonctionnement des œuvres privées, nous constaterons la réussite des unions d'œuvre, et nous nous demanderons pour conclure quelle solution on peut apporter à ce problème.

Voilà le programme de notre étude ; puissions-nous contribuer par nos faibles moyens à ce mouvement qui se manifeste en faveur des familles nombreuses ; puissions-nous apporter une pierre à l'immense édifice qui s'élève ; puissions-nous susciter encore quelques bonnes volontés qui ne demandent qu'à venir grossir l'effectif des cohortes de la charité et entraîner quelques cœurs généreux.

Tel est notre modeste but ; n'oublions pas que notre pays dépend des facilités d'existence des familles nombreuses.

Il faut que la France augmente sans cesse le nombre de ses enfants, pour pouvoir continuer à jouer dans le monde son rôle de bienfaitrice de l'humanité et demeure toujours suivant le mot de Michelet : « Une Fraternité vivante ».

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLÈME DU LOGEMENT POUR LES FAMILLES NOMBREUSES

§ 1. — Exposé de la question.

Le problème du logement des familles nombreuses n'est certainement pas posé pour la première fois à notre époque, et les pauvres gens ont toujours connu les détresses qu'amène la lourde charge du loyer dans le budget. Cependant, il est absolument certain que sous l'Ancien Régime il n'y a pas eu positivement de problème. C'était surtout l'Eglise qui, par ses œuvres accessoires, venait en aide aux quelques familles privées de gîte ; la crise, au début du xix^e siècle, commença à se faire sentir par suite du développement prodigieux des grandes villes, de la création de véritables cités nouvelles, que l'énorme essor de l'industrie française a fait naître, de la différenciation qui s'établit, dans beaucoup de villes entre quartiers bourgeois, où chacun a sa demeure particulière, et les vieux quartiers où les familles s'entassaient dans de vieilles masures sans air ni

lumière (1), par suite surtout de l'immense expansion des villages suburbains maintenant annexés et qui forment actuellement, au point de vue de la densité, la majeure partie de la population.

Malgré cela, sous l'ancien régime, la question n'existait pas à proprement parler. Evidemment, nous sentons bien que les personnes charitables, qui s'intéressaient au sort des malheureux, venaient souvent à leur secours en leur trouvant un abri, et il est indéniable que beaucoup de dons étaient faits en faveur du logement de ces familles, mais ces dons n'étaient qu'occasionnels.

Les sociétés philanthropiques, qui pratiquaient la charité, employaient une partie de leurs ressources à assurer l'habitation aux pauvres qu'elles secouraient, mais sauf de rares exceptions, elles n'y consacraient pas un chapitre spécial, une section à part (2).

Mais cette situation relativement acceptable des familles ouvrières s'est subitement aggravée et bientôt, notre cité retentit des cris des milliers de ménages jetés sur le pavé. C'est depuis une vingtaine d'années, à peu près, que cette maladie sociale s'est révélée à l'état aigu (3).

(1) Strauss. — *Le Foyer populaire*, p. 48 : Observations du Dr Honorat, directeur du bureau d'hygiène de Tours, du Dr Monprofit, pour Angers, de M. le Sénateur Herriot, pour Lyon, de M. H. Turot, pour Chartres, etc.

(2) Notons parmi ces exceptions, la Caisse d'économie créée par la société de Saint-Vincent de Paul, de Saint-Sulpice en 1841, qui fit l'objet d'un rapport particulièrement intéressant au Congrès diocésain de 1874.

(3) M. Beaufreton. — *Assistance publique et Charité privée*, p. 285.

Tous les ans le nombre de ceux qui sont sans gîte croît en une proportion formidable. Les transformations que Paris subit en ce moment accélèrent encore ce mouvement de ruines et de désastres. Ne voyons-nous pas un quartier de Paris où 800 immeubles ouvriers vont être abattus. Que vont devenir leurs habitants et comment vont-ils trouver ailleurs ce qu'ils viennent de perdre, tandis que, pour des causes absolument indépendantes de leur volonté, les loyers renchérissent dans des proportions énormes ; il ne faut pas oublier, en effet, que le loyer est le poids le plus lourd à porter dans le budget du travailleur ; il représente parfois plus du quart du revenu, et l'on conçoit qu'une hausse, si minime fût-elle, est la charge qui lui pèse le plus cruellement et dont il ressent davantage les effets.

Que penser alors des cas où le loyer augmente du quart, du tiers, de la moitié, et va même, dans certains cas, jusqu'à doubler : c'est alors la ruine du foyer par suite de l'abandon du toit qui l'abritait.

« C'est l'augmentation des loyers dont souffrent le plus cruellement les ménages ouvriers ; la construction rapide de maisons neuves eût pu en atténuer les effets ; loin de l'avoir favorisée cette élévation progressive semble plutôt l'avoir ralentie. L'équilibre économique paraît définitivement rompu. De là, la crise » (1).

(1) Georges Cahen. — *Le logement dans les villes*. La crise parisienne. Introduction.

§ 2. — Les causes de la crise.

Nous venons d'envisager comment le problème se pose : demandons-nous de quelle façon, à Paris, cette crise s'est présentée à l'état aigu, à la suite de quelles circonstances elle a éclaté.

Nous pouvons ramener les causes générales de cette situation à deux sources principales dont toutes les autres découlent :

Le surpeuplement.

La cherté de la vie et surtout du loyer.

a. — *Le Surpeuplement.*

Le premier phénomène aisé à constater, c'est le surpeuplement dans les quartiers ouvriers de la périphérie ; des familles entières vivent entassées les unes à côté des autres, sans air ni hygiène dans une déplorable promiscuité ; nous n'avons pas besoin, non plus, de décrire l'état lamentable de ces immeubles, véritables foyers d'empoisonnements physiques et moraux.

« Peut-être ne les connaît-on pas assez ces demeures de pauvres (1), et n'apprécie-t-on pas toujours, comme il le faudrait, ce besoin primordial de l'assistance. Les visiteurs des pauvres, les médecins aussi les connaissent

(1) *Revue Philanthropique*, 10 mars 1905. Assistance à domicile, réforme à réaliser, Dr Drouineau, p. 549.

et savent quelle tristesse et quel découragement on éprouve à leur aspect. Jamais dans de pareils réduits ne peuvent naître les idées morales et saines de la propreté, du respect de soi ; comment y faire entendre avec quelque succès, les paroles d'encouragement au bien, comment y parler de relèvement moral ou physique, d'épargne, de prévoyance. » Ne sommes-nous pas profondément attristés en lisant les descriptions faites dans les œuvres, les rapports dressés par les enquêteurs, les monographies de quartiers très complètes et les constatations lamentables de M. Bertillon.

Comment ne pas frémir en examinant de près le sort de certaines familles !

« Nous voyons ici un nettoyeur de carreaux qui habite avec sa femme et ses cinq enfants une chambre meublée, louée 8 francs la semaine ; c'est à grand'peine qu'ils ont pu trouver à s'y loger. L'unique fenêtre donne sur une petite cour sombre, qui sert de dépotoir à toutes les immondices de la maison. L'ouverture de la fosse d'aisance se trouve à proximité du logement et laisse filtrer des gaz méphitiques. La chambre très sombre, il y faut de la lumière en plein jour » (1).

Dans une autre famille, les parents, non contents d'entretenir leurs six enfants, ont recueilli un neveu orphelin âgé de 9 ans.

(1) Une enquête sur les logements des familles nombreuses à Paris, 1912 (documents de la Société pour l'amélioration du logement ouvrier).

Le logement est composé de trois pièces; la cuisine-salle à manger, mesurant $29\text{ m}^3,56$; la chambre, mesurant $4\text{ m}^3,36$, et un cabinet sans fenêtre mesurant $3\text{ m}^3,54$.

La mère, le fils aîné et le neveu sont tuberculeux et les autres enfants sont menacés de le devenir. Le logement est tenu propre malgré son exiguité ($4\text{ m}^3,16$ par personne). Le loyer est de 260 francs, par an.

Ailleurs, une chambre meublée, louée 8 francs la semaine. Le père, tuberculeux et alité, couche seul dans l'unique lit. La mère et les 5 enfants couchent par terre sur des paillasses.

Une seule pièce où couche la mère veuve avec trois fils : 19 ans, 10 ans, 10 mois, et trois filles : 12 ans, 8 ans, 3 ans.

Une fille de 22 ans, dont le mari est au service militaire, vient d'y passer plusieurs semaines avec ses deux bébés, elle y a mit au monde un troisième enfant. Nous ne pouvons que conclure avec l'enquêtrice : c'est miracle qu'elle ait survécu. L'unique pièce qui mesure 70 m^3 , est louée 340 francs par an (1).

Si nous nous spécialisons dans le X^{III}^e arrondissement, nous devons signaler quelques-unes des 288 familles visitées par le docteur Mangenot, cet homme de bien. Au numéro 61 du boulevard de la gare, habitent dans un logement humide 9 personnes dont 7 enfants de

(1) Ces divers renseignements ont été pris dans les documents de la Société du *Logement ouvrier* « Enquête sur le logement des familles nombreuses ». Paris, 1912.

moins de 15 ans, 7 couchent dans une chambre de 26 m³, infestée par les rats (1).

Avenue d'Ivry, n° 76, 7 personnes sont entassées dans une malheureuse pièce d'une capacité de 31 mètres cubes, ce qui fait 4 m³,5 par habitant ; au 71, Cité Jeanne d'Arc, 7 personnes vivent dans une pauvre chambre de 23 mètres cubes d'air ; ailleurs, 48, rue Nationale, 15 personnes cohabitent dans 2 petites pièces insalubres, qui ont peine à contenir les personnes qui s'y sont réfugiées. Enfin et pour nous borner, signalons qu'au 24, rue Brillat-Savarin, 17 personnes occupent 2 chambres exigües et on est en droit de se demander comment les 9 enfants, au-dessous de 15 ans, ne sont pas encore morts empoisonnés par l'air vicié. Devant ces constatations, M. Strauss ne peut s'empêcher de dire : « De toutes les mesures d'aide effective aux ménages laborieux et prolifiques, la plus urgente est sans contredit celle qui consiste à les préserver des maladies évitables, à sauvegarder la vie des petits enfants comme celle des parents eux-mêmes » (2).

Si nous considérons maintenant que les quelques exemples cités ont été recueillis dans un seul arrondissement, nous pouvons nous représenter toute l'étendue de la crise dans notre grande Cité.

Aussi dans son remarquable livre intitulé. *Essai de*

(1) Enquête par ménage des 288 familles, les plus nombreuses du XIII^e arrondissement. Par le D^r Mangenot, n° 62.

(2) Strauss. — *Le Foyer populaire*, p. 67.

statistique comparée sur le surpeuplement des habitations de Paris, M. Bertillon nous expose-t-il les résultats de ses recherches, et nous pouvons alors mesurer toute l'étendue du désastre.

Après avoir distingué en plusieurs catégories d'après les prix, le loyer des familles ouvrières, M. Bertillon finit par découvrir qu'il y a à Paris 341.000 familles mal logées, d'où une proportion de 144 sur 1.000.

Parmi ces familles M. Bertillon cherche quelles sont les plus intéressantes ?

« Il faut donc faire un choix parmi ces 341.000 mal logés, il faut chercher quelle est, parmi eux, la catégorie la plus intéressante. C'est le but du présent travail. »

La réponse à cette question se trouve dans des tableaux détaillés. On peut les résumer, pour plus de clarté, par le petit tableau suivant :

	Nombre de personnes en général	Nombre de personnes mal logées	Sur 1.000 h. combien sont mal logés
Ménage de 3 personnes . . .	526.875	71 613	136
» de 4 ou 5 personnes. . .	728.712	125.833	173
» de 6 ou 7 » . . .	282.199	92.572	329
» de 8 à 15 » . . .	126.215	50.276	398

On voit par ces chiffres, que plus une famille est nombreuse plus il est fréquent qu'elle soit « mal logée », c'est-à-dire dans un logement « surpeuplé ».

Le second tableau par arrondissement vérifie, hélas ! cette triste vérité.

Arrondissements	Ménages			
	de 3 personnes	de 4 ou 5 personnes	de 6 ou 7 personnes	de 8 à 10 personnes
Très pauvres (13 ^e , 15 ^e , 18 ^e , 19 ^e , 20 ^e)	132	213	478	706
Pauvres (11 ^e , 12 ^e , 14 ^e) .	144	202	439	670
Aisés (2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 10 ^e , 17 ^e)	144	152	271	363
Très aisé (6 ^e).	126	108	145	158
Riches (1 ^{er} , 7 ^e , 9 ^e , 16 ^e) .	115	111	124	123
Très riches (8 ^e).	119	73	56	45

Que nous les fassions entrer ou non en ligne de compte, nous voyons, par ce tableau, que plus nous considérons des arrondissements pauvres, plus les familles nombreuses sont sacrifiées (1).

Il ressort de toutes ces statistiques que 20.000 familles sont actuellement dans un état lamentable (2).

Et ce qui est le plus triste à dire c'est que ces chiffres sont inférieurs à la réalité.

M. Bertillon ajoute, en effet :

« Ces chiffres ne disent pas tout, si défavorables qu'ils soient aux familles nombreuses, la réalité est pire. Non seulement leurs logements sont trop étroits, mais ils sont mauvais à tous les autres égards ».

M. Strauss (3), le constate d'autre part avec effroi : « Ce n'est pas du nouveau tragique, les explorateurs de la mi-

(1) Bertillon. — *Op. cit.*

(2) *La Réforme sociale*, avril 1909, article de M. Cheysson.

(3) Strauss. — *Le Foyer populaire*, p. 278.

sère urbaine ont des documents irréfutables à l'appui de leurs descriptions. Les faits divers sont fréquents, journaliers; ils excitent la pitié des uns, l'indignation des autres, sans que cette innovation persiste sinon dans la campagne détestable qui tend à restreindre la fécondité populaire ».

b. — *La cherté du loyer.*

Nous venons d'examiner rapidement le premier fléau redoutable dans un pays où, hélas, la population est en décroissance !

Analysons la cause de la crise : la cherté du loyer.

Il ne nous appartient pas de rechercher comme l'a fait très simplement M. Georges Cahen dans son récent ouvrage, les causes de la cherté des logements, mais il est un fait, c'est que la proportion des logements à petits loyers diminue d'année en année, et les statistiques en donnent la preuve indiscutable (1).

Les principales causes, hâtons-nous de le dire, sont l'augmentation de la main-d'œuvre, la disparition d'anciens immeubles qui seront remplacés par des habitations bourgeoises.

Jusqu'en 1907, le nombre des logements de moins de 500 francs, annuellement construits en excédent des logements supprimés, dépassait celui des appartements de plus de 500 francs. C'est le contraire qui se produit

(1) Cf : G. Cahen. — *Le logement dans les villes : la Crise parisienne*, p. 50.

depuis 1907 : on crée désormais plus de locaux de prix élevé ou moyen que de locaux à faible loyer. Et, cependant, n'ayons garde d'oublier que la proportion des locaux de moins de 500 francs existant à Paris, représente à peu près les trois quarts du nombre total des logements (736.000 sur 980.000) (1).

D'autre part, le nombre des logements nouvellement construits de moins de 500 francs va en diminuant, et cette diminution s'accuse surtout depuis 1907. En 1910, tandis qu'on continuait à construire à peu près le même nombre de logements de plus de 500 francs qu'en 1895, on en construisait deux fois moins de petits. Les résultats de l'année 1911 accentuent encore ces proportions(2).

Contre 100 logements supprimés, on avait, durant la période 1891-1910, construit une moyenne de :

1.179 logements de plus de 2.000 francs		
431	»	300 à 400 francs
163	»	200 à 300 »
101	»	100 à 200 »
79	»	100 et au-dessous

En 1911, contre 100 suppressions, on compte :

1.403 créations de logements de plus de 2 000 francs		
213	»	300 à 400 francs
92	»	300 à 300 »
43	»	100 à 200 »
20	»	100 et au-dessous

En ce qui concerne les logements de moins de

(1) Cf : A. Augustin Rey : *Le Cri de la France, des logements !* p. 50.

(2) G. Cahen. — Op. cit., p. 16.

300 francs on a démolé plus qu'on n'a construit; on a compté un excédent de 763 suppressions.

N'avons-nous pas vu d'après les statistiques dressées par M. Bertillon, que c'est dans cette dernière entreprise de maisons que 75 0/0 des familles comprenant plus de 3 enfants au moins cherchent aide.

Or, en 10 ans, 18.500 logements de cette catégorie ont disparu? On peut se rendre compte des longues heures de misère qu'ont souffert des milliers de ménages parisiens.

Ces démolitions permanentes et qui vont s'accroissant surtout depuis les nouvelles transformations de Paris, font un grand tort aux familles nombreuses pour lesquelles on ne construit plus (1).

Le tableau ci-dessous nous montrera cette progression :

Catégories de loyers	Nombre de loyers	Prix moyen du loyer annuel		
		en 1900	en 1910	en 1911
De 1 à 249 fr. . . .	2.121	167	191	200
De 250 à 499	3.385	361	401	420
De 500 à 999	1.269	682	736	762
De 1.000 à 2.500	285	1.433	1 569	1 609

Ainsi donc de 1900 à juin 1911, le prix moyen des

(1) Dans son ouvrage.— *Le Foyer populaire*, M. Strauss indique le palliatif qu'on pourrait imaginer à l'exemple de l'Angleterre et, qui consisterait à encourager les municipalités à participer au logement sur d'autres emplacements des locataires expulsés.

loyers parisiens inférieurs à 250 francs a augmenté de 20 0/0 ; celui des loyers de 250 francs à 500 francs a augmenté de 16 0/0 ; celui des loyers de 500 à 1.000 francs a augmenté de 12 0/0 et celui des loyers de 1.000 à 2.500 francs a augmenté de 9 0/0.

La hausse des loyers a été surtout rapide de 1910 à 1914, le taux d'accroissement en cette période atteignant presque la moitié du taux d'accroissement total constaté de 1900 à 1910 (1).

Qu'arrive-t-il ? c'est que le malheureux ouvrier est obligé d'abriter sa famille dans des taudis sans air, comme ceux dont l'enquête, ci-dessus vient de nous donner l'exemple (2).

Heureux quand il peut trouver « cette pierre pour reposer sa tête » et rien n'était plus pénible que d'entendre le samedi 25 avril 1914, à l'audience des référés du Tribunal civil de la Seine, les doléances de 25 familles expulsées par la Ville de Paris. L'un des locataires nous contait toutes les difficultés de ses recherches et, honte même pour une civilisation comme la nôtre, ce qui fait l'honneur d'une famille, le nombre des enfants, est la cause de sa ruine ; on ne veut d'elle nulle part si elle comprend plus de 5 ou 6 membres.

(1) « Une enquête sur le logement des familles nombreuses à Paris », p. 12.

(2) Au verso de sa feuille, indiquant la situation de la famille, la Société *l'Amélioration du logement ouvrier* a fait établir un état spécial ; ci-après un exemple :

DESCRIPTION GÉNÉRALE DE L'IMMEUBLE

Préciser quelques détails typiques } *Est-il vieux ?* Oui.
Délabré ? Oui, maison mal entretenue, humide, mauvaises odeurs.
Est-ce un hôtel meublé ? Non. *Combien a-t-il d'étages ?* Deux.

DESCRIPTION DU LOGEMENT

Quel étage ? Rez-de-chaussée. *Quelle orientation ?* Nord-Est.

	1 ^{re} PIÈCE	2 ^{me} PIÈCE	3 ^{me} PIÈCE	CABINET SANS FENÊTRE
DIMENSIONS (Indiquer longueur, largeur, et multiplier pour trouver le cube)	long. 3 ^m ,50 larg. 3 ^m ,50 haut. 2 ^m ,50 Mètres cubes : 30 ^m ,62	long. 2 ^m larg. 2 ^m haut. 2 ^m ,50 Mètres cubes : 10 ^m		taudis sans air.
FENÊTRES (Indiquer si elles sont grandes ou petites, sur rue ou sur cour).	une assez grande sur la rue	une petite sur la cour		
LITS (Nombre de lits par chambre, nombre de personnes par lit, leur âge).	1 lit pour les parents, un matelas par terre pour les 2 filles.	1 lit pour les 4 garçons, deux à la tête et deux aux pieds.		
CHAUFFAGE	poêle			
CUISINE	dans la chambre principale			
HUMIDITÉ	très humide			
ODEURS	Odeur de moisi			

CABINETS D'AISANCES, communs ou particuliers ? Communs.
 — avec ou sans chasse d'eau ? Sans chasse d'eau.

Toutes les personnes mêlées à la vie ouvrière ont partagé l'angoisse de ces parents, devant lesquels les portes se ferment d'autant plus vivement que plus grand est le nombre de leurs enfants. Les enfants sont devenus l'effroi des propriétaires, c'est là une vérité qui s'affirme tous les jours davantage. Que de fois n'a-t-on pas vu cette misérable exode de pères et mères courageux, suivis d'une bande d'enfants en bas âge, sollicitant de porte en porte un engagement de location, montrant à des concierges indifférents l'argent du « terme d'avance », mais partout repoussés pour cause de trop nombreuse famille (1).

Citons encore cet exemple, hélas vécu, d'une de ces familles.

C'était un jeune ménage avec 4 petits enfants dont deux jumeaux. Ils étaient concierges, mais quatre enfants leur étaient nés en trois ans, ils durent quitter leur loge.

Huit jours avant les inondations de 1910, ils s'installèrent dans un rez-de-chaussée de la rue Félicien David d'où ils furent chassés par les eaux. Ils errèrent alors de refuge en refuge jusqu'au mois d'avril dernier où ils louèrent un logement rue de Billancourt. Mais le propriétaire, apprenant le nombre et l'âge des enfants, refusa de les laisser entrer chez lui. A bout de courage, ils ont mis leur meubles dans un garde-meubles et ils sont venus

(1) Enquête de la société : *l'Amélioration du logement ouvrier*, *Op. cit.*

se réfugier chez la grand'mère. Ils sont sept dans une chambre d'un loyer de 190 francs par an, mesurant 28 m³, 46 ce qui donne à chacun 4 mètres cubes à respirer. Il n'y a pas à dissimuler la vérité : les familles nombreuses sont dans presque tous les faubourgs l'objet de procédés révoltants. Repoussées brutalement par des gérants d'immeubles, beaucoup d'entre elles errent au hasard à la recherche d'un galetas introuvable. Pour se faire admettre dans des logements répugnants, elles recourent à de véritables stratagèmes. Laissons la parole à M. le Vicomte de Guichen, dont les études incessantes nous ont permis d'avoir les résultats de ses enquêtes. « Certaines familles en contractant un engagement locatif n'ont déclaré que deux ou trois enfants, faisant entrer les autres clandestinement dans leur nouvel intérieur au cours de la nuit suivante ; d'autres ont dû les dissimuler pendant plusieurs mois, d'autres enfin se sont vues réduites à les cacher dans des sacs pour les introduire (1). »

Ne nous signale-t-il pas d'autre part des faits aussi révoltants dans le XX^e arrondissement : « Une famille de 7 enfants accomplit son quatrième déménagement depuis un an. Une autre de douze personnes a visité trente-trois logements et n'a été acceptée nulle part ; une troisième composée de sept personnes est venue échouer dans un réduit, et pour y être reçus les parents ont dû dissimuler leurs enfants dans des sacs. On frémit à la lecture de pa-

(1) *L'Eclair*, 19 juin 1913, article de M. le vicomte de Guichen.

reilles révélations, qu'on pourrait multiplier à l'infini » (1).

M. Georges Cahen ne relate-t-il pas aussi quelques scènes de ce genre (2) ; et M. Defert le dévoué directeur de l'*Amélioration du logement ouvrier*, consacrait une notice tristement instructive à cette situation concluant en quelques lignes sinistres et graves pour l'avenir de la France, « propriétaires, locataires, concierges, tous s'entendent pour fermer les portes ou reléguer dans les taudis les plus infects les honnêtes familles ouvrières ; elles s'entassent dans des rez-de-chaussée ruisselants d'humidité, dans des bouges ignobles où les animaux ne séjourneraient pas sans danger, et plus loin le logement des familles nombreuses est à l'heure actuelle un problème angoissant. C'est une classe de parias qui se forme et dont le seul crime est l'acceptation méritoire, si courageuse souvent, de tous les devoirs du mariage. » Aussi découragées de chercher indéfiniment des logements d'où elles sont chassées sans aucune espèce de motifs sérieux, ruinées petit à petit par les dépenses et les rançons qu'elles subissent des concierges, les familles finissent par perdre courage, elles ne peuvent pas, comme des employés un

(1) a) *Echo de Paris* du 26 décembre 1912, article de M. le vicomte de Guichen.

b) Enquête de 1912, *Amélioration du logement ouvrier*, p. 24. XX^e arrondissement, n^o 74.

(2) Georges Cahen. — *Le Logement dans les villes. La crise parisienne*, p. 35 et suivantes.

peu plus fortunés ni des ouvriers plus aisés, aller habiter la solide maisonnette de banlieue un peu éloignée de la ville et par le fait même plus coûteuse à cause des frais de transport.

Alors, voyant sombrer tout ce qui faisait l'idéal de leur vie pourtant bien misérable, elles détruisent leurs foyers et échouent lamentablement à l'hôtel meublé.

c. — *L'Hôtel meublé.*

Le premier des remèdes et celui qui se présente à l'esprit de l'ouvrier, c'est celui vers lequel il tend invariablement à moins qu'une main secourable ne vienne l'aider, c'est l'hôtel meublé ; le remède est alors pis que le mal.

Cette chute matérielle et morale est pénible à l'honnête homme et l'enquête de 1912, dont nous avons parlé, nous montre avec quelle douleur et quel désespoir il s'y résigne.

« Une famille a été expulsée, il y a quatre ans, d'une maison de la rue Rouelle ne devant rien mais parce que le nombre des enfants allait toujours en s'accroissant. Les meubles furent d'abord mis au garde-meubles, puis vendus peu à peu pour solder les frais de l'hôtel et ces pauvres gens ont dû se réfugier dans une pièce qu'ils paient 7 francs par semaine. Ils désespèrent maintenant de reconstituer leur foyer et vivent dans une chambre

garnie, tous père mèle, père, mère, et 7 enfants de 13 ans à un mois dont 3 filles et 4 garçons » (1).

Nous n'avons pas à insister sur les ravages physiques et moraux de l'hôtel meublé, on y rencontre toutes les mauvaises influences et la famille n'existe plus, le foyer est éteint pour toujours. C'est une honte pour un siècle ! la famille honnête forcée par le jeu des institutions à tomber dans le plus bas degré de la hiérarchie sociale, et les enfants, sa gloire devenir son plus amer remords. Mais la réalité assombrit ce tableau et le nombre des hôtels meublés grandit chaque année dans d'énormes proportions. Récemment un père de famille, nous racontant son odyssée douloureuse nous avouait que dans un seul de ces hôtels il avait compté 70 ménages et 350 enfants (2).

Voici d'ailleurs pour les cinq dernières années, l'état numérique des garnis nouvellement ouverts dans les arrondissement de la périphérie, tel que M. le Préfet de Police a bien voulu nous le communiquer :

(1) Enquête du XV^e arrondissement. *Amélioration du logement ouvrier*.

(2) *Eclair* du 19 juin 1913.

Arrondissements		1907	1908	1909	1910	1911
11 ^e	{ garnis	1	4	7	10	21
	{ chambres	25	155	193	1.123	658
12 ^e	{ garnis	2	3	10	5	4
	{ chambres	51	24	160	106	179
13 ^e	{ garnis	4	4	4	7	14
	{ chambres	74	88	70	120	337
14 ^e	{ garnis	4	4	6	7	14
	{ chambres	111	73	144	166	216
15 ^e	{ garnis	6	7	11	4	17
	{ chambres	146	152	321	91	388
16 ^e	{ garnis	»	»	»	»	1
	{ chambres	»	»	»	»	16
17 ^e	{ garnis	1	1	4	5	26
	{ chambres	35	16	49	107	670
18 ^e	{ garnis	3	5	20	10	45
	{ chambres	45	120	545	257	1.400
19 ^e	{ garnis	2	4	6	4	6
	{ chambres	53	115	124	119	203
20 ^e	{ garnis	4	3	1	6	17
	{ chambres	131	61	35	127	535
Totaux par année		27	34	69	58	165
		671	804	1.649	2.216	4.600

Totaux généraux } 9.940 chambres
353 garnis

Comme la chute en hôtel meublé est une cause certaine de déchéance totale, on peut, d'après les chiffres que nous venons de citer, mesurer la gravité toujours croissante de la crise du logement ouvrier à Paris.

§ 3. — Les efforts faits pour enrayer la crise.

a. — La loi du 13 juillet 1913.

La loi du 13 juillet 1913, si longtemps attendue, devait

apporter un léger remède à cette situation critique. Le parlement a enfin compris que son devoir était de s'occuper plus particulièrement de ces familles, c'est une bonne loi sociale. Voici à titre documentaire les conditions précises à remplir pour bénéficier de la loi. Tout chef de famille de nationalité française, ayant plus de 3 enfants légitimes ou reconnus et dont les ressources sont insuffisantes pour les élever, a droit à une allocation annuelle par enfant au delà du troisième enfant.

Examinons quelques cas :

La mère seule reste. — Si les enfants sont restés à la charge de la mère par suite de la mort du père, de sa disparition, de l'abandon ou pour toute autre cause, l'assistance est donnée à la mère pour chaque enfant de moins de treize ans, au delà du 1^{er} enfant de moins de 13 ans. Si donc la mère, qui se trouve dans cette situation, a deux enfants de moins de 13 ans, elle a droit à une allocation, si elle en a trois à deux allocations, si elle en a quatre à trois allocations.

Le père seul reste. — Si les enfants sont restés à la charge du père par suite de la mort de la mère, de sa disparition, de l'abandon par elle de sa famille et pour toute autre cause, l'assistance est donnée au père pour chaque enfant de moins de 13 ans, et au delà du deuxième enfant de moins de treize ans. Si donc le père qui se trouve dans cette situation a deux enfants seulement de moins de 13 ans il n'a droit à rien, s'il en a trois, il a droit à une allocation, s'il en a quatre à deux allocations.

Les orphelins ont été recueillis. — En dehors de ces deux cas, le chef de famille, (et ce peut être un cas de décès, d'abandon ou de disparition des père et mère, un parent qui a recueilli des enfants,) n'a droit au bénéfice de la loi que s'il a à sa charge au moins quatre enfants de moins de 13 ans, l'assistance lui est donnée pour chaque enfant de moins de 13 ans au delà du troisième, s'il en a 4 il a droit à une allocation, s'il en a 5 il a droit à deux allocation, etc.

Que toucheront les familles assistées ? Les communes auront chacune à se prononcer sur le montant de l'allocation accordée par mois et par enfants ; toutefois cette allocation qui est couverte par le département et par l'Etat ne peut être inférieure à 5 francs et son taux ordinaire est de 7 fr. 50.

C'est donc en général 7 fr. 50 par enfant « supplémentaire », dans les conditions indiquées plus haut, que les familles toucheront :

1° Par mois.

2° D'avance.

3° A partir du 1^{er} janvier 1914.

Formalités à remplir. — Ceux qui veulent bénéficier de la loi d'assistance aux familles nombreuses doivent s'adresser à la mairie de la commune où ils sont domiciliés, pour réclamer une feuille imprimée de demande qu'ils rempliront. On leur indiquera en même temps quelles sont les diverses pièces à fournir. Les formalités sont à peu près les mêmes que pour l'assistance aux vieillards.

Telle qu'elle est dans ses grandes lignes, la nouvelle loi adoucira bien des misères. 371.546 enfants vont bénéficier de ses dispositions généreuses. La dépense totale prévue, dès le début de son application, s'élèvera à 50 millions, dont un peu plus de la moitié (26 millions) incombera à l'Etat. Comme la plupart des lois sociales celle-ci n'est pas parfaite, mais elle constitue un point de départ, l'avenir apportera une correction nécessaire (1).

Mais cette loi ne résoudra pas la question du logement et voici pourquoi (2) :

Tout d'abord et comme presque toujours en pareille circonstance, les formalités sont beaucoup trop compliquées ; ensuite la question du logement a souvent besoin d'un remède rapide, parfois immédiat ; pour secourir utilement, il faut secourir vite, c'est d'ailleurs la même remarque que nous pourrions faire à propos de l'Assistance publique. Outre ces inconvénients très graves, les secours qu'elle accorde sont insuffisants et les sommes demandées prennent souvent une autre destination, comme par exemple le marchand de vins, il serait fastidieux de citer ici des exemples.

Nous aurons d'ailleurs, à propos des secours publics de loyers, l'occasion d'examiner l'organisation de l'Assistance publique en ces matières.

(1) Extrait du journal *les Travailleuses*, cité par l'*Assistance éducative*.

(2) Voir cependant plus haut le projet de M. Metin.

b. — *Les Sociétés d'habitations à bon marché.*

Trouvons-nous un remède dans les sociétés d'habitation à bon marché? On avait fondé de grandes espérances sur elles, et la législation d'ailleurs fort abondante sur la question avait accordé de tels avantages à ces sociétés qu'au 1^{er} avril 1913 on en constate en France 374, dont les statuts avaient été approuvés, les bâtiments qu'elles construisaient étaient superbes et conformes aux prescriptions les plus strictes de l'hygiène, et l'on croyait avoir enfin découvert le remède attendu. Il fallut déchanter et l'on s'est vite aperçu que ces sociétés ne pouvaient résoudre la question.

D'abord ces sociétés le plus souvent, sont des sociétés capitalistes puisqu'elles distribuent des dividendes, on peut donc prévoir les inconvénients qui découlent de cette conception.

Les conditions d'admission sont telles que tout le monde ne peut y être admis, et plus particulièrement les loyers sont beaucoup trop élevés. M. Bertillon le constate (1). « Un des écueils contre lesquels échouent souvent les œuvres philanthropiques les mieux conduites, c'est qu'elles profitent à des familles auxquelles elles n'étaient pas destinées. Que de fois on s'est plaint que les habitations à bon marché n'étaient pas toujours

(1) Bertillon. — *Op. cit.*, p: 380.

occupées par des ouvriers, mais par de petits rentiers demi-aisés ! Comment faire pour qu'il en soit autrement ? A quel signe caractéristique distinguer l'ouvrier ou l'employé besogneux du petit propriétaire dont la place n'est pas dans une œuvre philanthropique ?

« Si on adoptait la règle que je propose, et qui consiste, pour commencer, à n'admettre, dans les habitations à bon marché, que les familles ayant au moins quatre enfants, le problème n'existerait même pas : Toutes les familles, lorsqu'elles ne sont pas très fortunées éprouvent à se loger convenablement, la plus grande difficulté. »

Mais ce sont justement ces familles qui ne peuvent actuellement en profiter :

Les Sociétés philanthropiques ne peuvent pas abaisser le loyer de ces logements au-dessous de 300 fr. pour ceux de trois pièces, et de 400 francs pour ceux de 4 pièces.

De leur côté, ces familles ne sont pas en mesure de mettre à leur foyer plus de 200 à 250 francs.

Ce problème a déjà été soulevé dans tous les congrès internationaux d'habitations à bon marché, notamment à Liège en 1905, où plusieurs orateurs ont dénoncé l'impuissance relative des efforts faits dans tous les pays, pour atteindre les couches inférieures de la population. « Nos Sociétés font merveille, disaient-ils, mais ne s'adressent qu'à une aristocratie ouvrière, relativement capable d'épargne et de stabilité. Qu'avons-nous fait jusqu'ici, non pas pour les indigents, qui relèvent exclu-

sivement de l'assistance, mais pour ces familles nombreuses, dont le salaire ne peut suffire aux charges accablantes tenant à leur effectif? »

Et le docteur Drouineau remarquait aussi que ces Sociétés d'habitations à bon marché qui font, en ces derniers temps, d'incontestables progrès, s'adressent, dit-il, « non aux indigents, mais aux ouvriers, aux petits employés, à toute cette classe nombreuse et éminemment intéressante, vivant d'un salaire moyen. Il faut aller plus loin dans cette voie, et songer à l'indigent, non pas qu'on doive penser abriter d'emblée dans des logements sains et confortables tous les miséreux (1). » En effet, « pour être logées dans des conditions normales d'hygiène et de moralité, nos familles ont besoin, suivant leur effectif, d'au moins trois à quatre pièces, non compris la cuisine et les water-closet. A Paris, ce logement ne peut coûter moins de 300 à 400 francs de loyer annuel, si les capitaux qui ont servi à le construire doivent rapporter 3 0/0. »

Or, ce loyer est inaccessible aux familles dont il s'agit, c'est-à-dire à celles dont les ressources ne sont pas au moins de 5 francs par jour.

Comment se fait-il que les sociétés d'habitation à bon marché ne peuvent pas donner aux familles comprenant 3 ou 4 enfants un logement de 4 pièces au-dessous de

(1) *Revue Philanthropique*, 10 mars 1905. Art. de M. le Dr Drouineau, p. 550.

ce minimum de 300 ou 400 francs. C'est parce que le coût de la construction, pour des raisons qu'il ne nous appartient pas d'analyser ici, a considérablement haussé depuis 15 ans (environ 30 0/0).

Nous voyons en effet, dans un récent rapport du Conseil supérieur des habitations à bon marché, que la Société des habitations économiques de la Seine qui, de 1892 à 1901, avait construit trois immeubles au prix de 65 francs le mètre carré par étage, dépensait en 1904 à Paris 85 francs et en 1909 181 francs pour la même superficie : le coût augmentait ainsi de 30 0/0 de 1899 à 1904 et de 19 0/0 de 1904 à 1909 (1).

Une Société seulement a pu, jusqu'à ce jour, réaliser un véritable tour de force : c'est une filiale des œuvres de la rue du Moulin-Vert, dont nous parlerons longuement dans notre chapitre sur les caisses de loyers pour familles nombreuses. C'est la Société des logements économiques pour familles nombreuses : pourquoi cette Société a-t-elle réussi ? C'est parce que les hommes qui la dirigent avaient appris, durant de longues années, par l'expérience, ce qu'étaient les besoins d'une famille nombreuse.

Cette Société possède à Paris 4 immeubles d'une valeur de 2.300.000 francs, et loge 2.788 personnes, dont 809 parents et 1.979 enfants (soit une moyenne de 5 enfants par famille). Malgré les charges d'une

(1) Georges Cahen. — *Le logement dans les villes*, p. 13.

exploitation de cette nature, elle a très régulièrement distribué depuis sa fondation un dividende annuel de 3 0/0 à ses actionnaires, tout en se constituant des réserves importantes.

Ses immeubles, véritables modèles à tous égards, sont occupés par 165 familles qui comptent 776 enfants, soit une moyenne de 4 à 5 enfants par ménage, et leur loyer est fixé à la somme très modique de 88 à 97 francs par chacune des pièces composant leur logement.

Une Société, l'*Habitation Familiale*, a été fondée également en 1912 sur le même type par les Administrateurs de l'*Amélioration des logements ouvriers* : c'est donc la même source, mais elle est d'origine trop récente pour que nous puissions en apprécier les résultats.

En résumé, et sauf l'exception que nous venons de signaler, les Sociétés d'habitations à bon marché ne peuvent pas résoudre le problème d'une façon pratique.

Diverses propositions se font jour pour remédier à cette crise du logement des familles nombreuses, aucune, jusqu'à présent, n'a été réalisée (1).

Le problème reste donc entier, aucun des remèdes proposés n'ayant pu aboutir. Les familles se sont trou-

(1) Notamment le projet de M. Ernest Roche, article paru dans le *Radical* du mois de février 1914.

2° La solution proposée par M. Augustin Rey, *op. cit.* p. 72 et 99.

3° Le projet proposé par M. Georges Cahen, et dont nous reparlerons plus loin.

vées dans la rue, sans défense, sans loi pour les protéger, sans droit contre quiconque, n'ayant dans ces heures d'infortune que des sentiments mêlés de haine ou de résignation, en se voyant ainsi abandonnées sans secours à la misère la plus profonde et la plus décourageante !

CHAPITRE II

LES ŒUVRES DE SECOURS DE LOYERS

A une situation aussi effrayante, comment a-t-il été possible d'apporter un remède ? devant tant de misères à soulager, il eut semblé folie que de vouloir tenter le moindre effort. En envisageant les difficultés de toute nature, les obstacles provenant tant des hommes que des circonstances, tant des propriétaires que des locataires eux-mêmes (1), l'œuvre à entreprendre était surhumaine et la besogne la plus délicate consistait surtout à ne pas encourager la paresse, à ne pas entretenir chez les bénéficiaires cette idée qu'ils peuvent tout attendre de la charité publique ou privée ; car nous avons occasion de voir souvent qu'il existe une véritable exploitation de la compassion et de la pitié humaine. Il faut donc que le secours ne devienne

(1) Que de fois n'avons-nous pas dû combattre ceux-là même que nous voulions aider, locataires attachés plus qu'il ne convenait à leur taudis, apporter dans le choix de nos arguments une autorité colorée de pitié pour les déterminer au départ. (Assemblée générale du Comité de bienfaisance Israélite de Paris, 5 juin 1912, p. 12.)

pas un droit acquis, il faut que le bénéficiaire travaille de lui-même à sa propre résurrection ; en un mot, il faut que l'aide apportée soit temporaire et que, loin de compter à chaque terme sur la société philanthropique ou sur l'œuvre qui lui accorde des secours, qui lui vient en aide, le malheureux prenne la ferme résolution de se relever lui-même et ait à cœur de ne plus être sous la cruelle nécessité de recevoir l'aumône, c'est à ce but que tendent les associations dont nous allons examiner le fonctionnement dans ce chapitre : *les Œuvres de secours de loyers*.

Dans le chapitre suivant, nous nous occuperons des *Abris Temporaires*.

Enfin, dans le chapitre V, nous verrons comment on a pu découvrir un remède *préventif* à cette situation, comment on a cherché, pour enrayer la crise, à tarir la source du mal en apportant un remède qui est fourni par le propre bénéficiaire, par celui qui aurait, infailliblement connu sans cette organisation, les détresses de l'expulsion, les misères de l'hôtel meublé, du garni, et même de la rue : cette idée nouvelle consiste dans la création des *Caisses de loyers*.

Nous laissons de côté un autre *remède préventif* : les habitations à bon marché. Cette question est en dehors de notre étude et l'abondance de cette matière, d'ailleurs très intéressante, ne peut entrer dans le cadre de notre sujet.

§ 1. — L'Abri.

Examinons donc, tout d'abord, les œuvres de secours de loyers et commençons par celle qui est de beaucoup la plus importante : l'*Abri* ; réservant pour la deuxième partie de ce chapitre : *le Comité de Bienfaisance Israélite, l'Office Central des Œuvres de Bienfaisance, la Société des Visiteurs, la Société Philanthropique*, en tant que ces œuvres s'occupent de secours de loyers.

Nous développerons enfin dans un paragraphe spécial : Les Secours Publics de loyers.

L'association dite l'*Abri* a été fondée en 1900, c'est donc une œuvre relativement récente : ce qui a fait son prodigieux succès, ce qui a amené son rapide essor, c'est son but même et son fonctionnement remarquable, que M. Lépine, préfet de Police a caractérisé ainsi :

« Le but : mais voilà un malheureux qui est en retard avec son propriétaire, il n'a pas la somme qu'il faut pour payer son terme ; il lui en manque une partie, « il s'agit de faire l'appoint ; vous le faites, et puis c'est « tout » (1).

Cette œuvre a pour objet de donner des secours au moment du terme afin d'empêcher l'expulsion de l'indigent et de favoriser son établissement dans un autre

(1) L'*Abri*, Assemblée générale ordinaire du 29 mai 1913. Discours de M. Lépine, p. 15.

logement. Les secours sont de 20 francs, au moins, et de 80 francs au plus, et ne sont pas en principe renouvelables dans l'année. Il est quelquefois très difficile pour un ouvrier, qu'un malheur passager accable, d'économiser durant la fin du trimestre, toute la somme indispensable pour s'assurer le gîte. L'*Abri*, ou bien la complètera ou la fournira entièrement.

Par conséquent, le caractère original de cette œuvre, c'est que le secours accordé par elle n'est pas renouvelable : c'est une aide *temporaire* qui soulage celui qu'elle protège. Les vieillards infirmes et les veuves chargées de famille sont considérés évidemment par elle comme des malheureux, mais n'entrent pas généralement dans le champ d'action de l'*Abri*, parce que leur misère est trop grande et surtout trop durable. Il n'y a pas de relèvement possible, ces déshérités dépendent plutôt de l'Assistance Publique et des Sociétés de charité privée.

Si nous examinons par contre les statistiques que, chaque année, l'*Abri* publie à l'issue de son Assemblée Générale ordinaire, nous voyons que, pour cette œuvre, l'individu intéressant est celui qui a pendant longtemps payé régulièrement son terme, celui qui a toujours vécu courageusement, qui a su, durant de longues années souvent, économiser quatre fois par an cette somme énorme qui lui permettra de conserver le facteur essentiel à la vie de son foyer : un toit pour loger sa famille.

M. Lépine voulant concrétiser par une formule la force de cette nécessité impérieuse, parodiait le mot célèbre

de Danton en disant : « Après le pain, l'*Abri* est le premier besoin de l'homme » (1).

*
* *

Nous venons d'analyser le but de l'œuvre, jetons un coup d'œil rapide sur son fonctionnement.

La Société de l'*Abri* est administrée par un Comité Directeur assisté de comités locaux qui se répartissent la besogne par arrondissement. Ces comités, composés de 10 à 25 membres, font les enquêtes et distribuent les secours. C'est l'organe essentiel de l'œuvre (2).

La Société n'accorde ses secours que dans la mesure des fonds disponibles. Les bénéficiaires sont signalés par les membres de l'Association, sans intermédiaires, chaque adhérent ayant droit à trois demandes par an.

C'est donc une organisation excessivement simple et on a pu dire non sans quelque vraisemblance : trois secrétaires seulement composent toute l'Administration.

C'est à cela aussi que l'*Abri* a dû son rapide essor : les

(1) *Abri*. Compte rendu Ass. Gén. Ordin. 1913. Discours de M. Lépine, p. 17.

(2) L'enquêteur, tout le monde vous le dira — et vous le savez comme moi — dans un pareil cas, c'est la cheville ouvrière de l'œuvre : c'est un ancien préfet de police qui vous parle.

Et bien ! l'enquêteur, c'est vous, ce sont vos adhérents, chacun de son côté ; de cette façon pas de personnel appointé, pas de frais d'Administration, pas de frais de trésorerie, vous vivez au jour le jour, nous dit Mme Gompel, et vous vous en vantez. (Ass. Gén. de l'*Abri*. Discours de M. Lépine. 1913. p. 14.)

formalités sont réduites au strict minimum : l'Administration est très peu compliquée, l'aide accordée est rapidement donnée et au moment voulu. Ajoutons que les secours ne sont pas distribués directement au titulaire, mais au concierge, gérant ou propriétaire. Cette précaution n'est pas inutile, et malgré cela, les rapports des arrondissements nous signalent des exemples de complicité ou de duperies.

« Une de ces dames vient d'avoir un très gros désagrément. Elle est allée payer un terme, elle a fait faire un reçu pour le paiement, elle a donc remis la somme, mais elle a oublié le reçu.

« La personne qui a recommandé nous a demandé pourquoi la famille n'avait rien reçu.

« Nous en avons référé à la dame enquêteuse qui, n'ayant pas le reçu, alla trouver la concierge et lui dit : « Vous vous rappelez qu'à tel moment, je vous ai remis trente francs pour telle famille, que vous m'avez fait le reçu. La concierge a répondu non, a voulu profiter de l'oubli et a prétendu que la dame enquêteuse l'accusait d'avoir mis l'argent dans sa poche. Elle l'a attaquée en diffamation en 300 francs de dommages-intérêts, si bien que la dame est obligée de constituer un avocat et a toutes sortes de désagréments. Je vous le dis à toutes fins utiles (1). »

« Et les concierges, maîtres absolus, tantôt acculent

(1) Compte rendu de l'Ass. Gén. de l'Abri, 1910, p. 40.

le locataire au déménagement, de manière à multiplier les deniers à Dieu, tantôt partagent traitreusement avec lui le secours de loyer, dont rien ne parvient au propriétaire (1). »

Mais une œuvre semblable exige beaucoup de ressources.

Les recettes annuelles de l'Association se composent en effet :

- 1° Des cotisations et souscriptions de ses membres ;
- 2° Des subventions qui pourraient lui être accordées ;
- 3° Du produit des libéralités, dont l'emploi immédiat a été autorisé ; des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- 4° Du revenu de ses biens.

Reprenons les différentes sources de ces recettes.

Les premières sont les cotisations et souscriptions des membres. C'est de beaucoup la part la plus importante des recettes de l'*Abri*.

L'article 2 distingue en effet les membres adhérents, les membres perpétuels et les membres donataires.

« Pour être membre, il faut être présenté par deux Membres de l'Association et agréé par le Comité Directeur.

Les Membres adhérents versent une cotisation annuelle dont le taux est déterminé au moment de la rentrée dans la Société.

(1) Compte rendu de l'Ass. Gén. de l'*Abri*. 1911. p. 22.

Les membres perpétuels rachètent leur cotisation en versant une somme de trois cents francs (300 fr.) au minimum, de cinq cents francs (500 fr.) au maximum.

Les Membres donateurs versent une somme minimum de cinq cents francs (500 fr.), tout en continuant à verser une cotisation annuelle.

Le titre de Membre Honoraire peut être décerné par le Comité directeur aux personnes qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'Association.

Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit de faire partie de l'Assemblée Générale sans payer de cotisation annuelle. »

Le caractère tout particulier de l'œuvre au point de vue financier, c'est l'élasticité de la cotisation. Cette originalité fut pour la société à un certain moment une question de vie ou de mort ; car le conseil d'Etat se refusait à reconnaître d'utilité publique cette œuvre magnifique, uniquement à cause de cette entière liberté de versement. Les comptes rendus des Assemblées ordinaires nous font voir combien ce problème fut discuté, et combien la persévérante énergie des dirigeants de l'œuvre sut maintenir avec succès ces principes de la cotisation variable.

En 1910, notamment, nous découvrons dans le chapitre intitulé « Notes de discussion », tous les arguments irréfutables qui ont été présentés par M^{me} Gompel ; l'Abri obtint pourtant reconnaissance de l'utilité pu-

bliques sans abandonner sa règle originelle de la cotisation libre (1). (Le décret date du 21 janvier 1911.)

Les subventions sont la deuxième source de recettes. Et de ce côté malheureusement, l'*Abri* n'est pas une œuvre bien favorisée : Les pouvoirs publics, le Conseil Général, le Conseil Municipal semblent ignorer ou font semblant d'ignorer les immenses services rendus par l'*Abri*.

D'après le dernier compte rendu de l'*Abri* (1913, p. 6) le Ministre de l'Intérieur accordait 400 francs et le Conseil Municipal 1.200 francs. L'allocation du Conseil Municipal fut même durant de longues années de 1.000 francs. M. Aucoc parvint en 1911 à faire augmenter cette somme modique.

Le Conseil Général, après avoir alloué à la Société 300 francs pendant longtemps, finit par supprimer cette allocation en 1913. C'est une véritable injustice.

Il faut d'ailleurs ajouter que si le Ministère de l'Intérieur ne demande aucune enquête, MM. les Conseillers Municipaux en revanche, recommandent à l'*Abri* au moins 600 familles par an. Or le secours étant en moyenne de 35 francs, c'est une somme de 21.000 francs. que le Conseil Municipal en réalité devrait accorder.

Nous passons rapidement sur la troisième source des recettes : le produit des libéralités dont l'emploi immédiat a été autorisé, des ressources créées à titre excep-

(1) Ass. Gén. du 25 Mars 1911, p. 13.

tionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente.

Enfin la dernière source de recettes, est le revenu des biens composant le fonds de réserve qui est placé en rentes nominatives sur l'Etat ou en obligations nominatives dont l'intérêt est garanti par l'Etat.

Il peut être, pour un tiers, placé en actions de Société pour habitations à bon marché. Enfin (art. 11) :

« Le fonds de réserve comprend :

1^o La dotation s'élevant à la somme de quarante et un mille huit cent-dix francs (41.810 fr) ;

2^o Le dixième du revenu net et des biens de l'Association ;

3^o Les sommes versées pour le rachat des cotisations ;

4^o Le capital provenant des libéralités, à moins que l'emploi immédiat n'en ait été autorisé ».

Nous avons examiné le but de l'œuvre et son fonctionnement, examinons maintenant les résultats obtenus et leur progression ; et afin de nous limiter, analysons les à partir de 1910.

*
* * *

A cette époque l'œuvre existe depuis 10 ans déjà : elle est solidement constituée, a fait ses preuves et son activité s'est étendue sur Paris et la banlieue ; 18 Comités locaux et un garde-meuble fonctionnent admirablement.

Le budget s'est toujours équilibré avec régularité et sur les conseils de M. Ribot, le Comité Directeur étudie le remaniement des statuts, d'après le modèle prescrit par le Conseil d'Etat : la question était épineuse comme nous venons de le voir.

Mais l'année 1910 est une année de désastre pour la population parisienne, l'eau envahit les rues et les maisons de la Cité, semant ruines et misères, engloutissant les pauvres mobiliers ou les souillant à jamais.

L'élan de générosité fut général : l'activité des membres de l'*Abri*, le zèle inlassable qu'ils déployèrent en ces circonstances leur valurent la reconnaissance profonde de près de 2.000 familles.

L'argent affluait à l'Œuvre, mais malgré les sommes reçues, les infortunes furent loin d'être toutes secourues.

« L'*Abri* a été chargé de la distribution d'une somme de 160.000 francs qui lui a été remise par le Syndicat de la Presse. La souscription spéciale, ouverte par l'*Abri* lui-même en faveur des inondés, a produit une somme très importante, plus de 50.000 francs. Enfin la vente, victime elle aussi de l'inondation, puisqu'il a fallu la remettre d'une semaine et la transporter du Ministère des Travaux Publics à la Salle Hoche, a produit un résultat inespéré de 63.000 francs » (1).

Examinons d'ailleurs à titre documentaire le budget

(1) Compte rendu de l'*Abri*, année 1910, p. 4.

de l'année 1909-1910 et nous verrons les résultats remarquables, fruits de tant d'efforts.

RECETTES

En caisse au 1 ^{er} mars 1909	46.932 25
Cotisations	42.760 »
Dons bienfaiteurs et donateurs	10.623 20
Dons divers	5.738 65
Vente 1910	58.812 50
Total	164.866 60

DÉPENSES

Secours à 2.829 familles	95.731 80
Secrétariat	2.563 »
Loyer	600 40
Encaissements	2.701 80
Frais divers	1.210 45
Remis au garde meubles le 1 ^{er} mars 1909	700 »
le 28 février 1910	1.000 »
En caisse au 1 ^{er} mars 1910.	60.359 15
Total	164.866 60

Moyenne de secours : 33 fr. 85.

*
* *

L'année 1911 est une heureuse année aussi pour l'œuvre : un prix de vertu de l'Académie Française, la reconnaissance d'Utilité Publique sur la base de la cotisation libre, enfin un nombre beaucoup plus grand d'adhérents.

L'expérience des années passées amène de plus en plus l'idée d'une sélection des personnes secourues :

« Les vieillards ;

- « Les familles dont la maladie est maîtresse absolue ;
- « Les veuves avec des enfants en bas âge ;
- « Les familles qui vivent, mais péniblement, d'un salaire trop petit ;
- « Les familles dans une gêne momentanée ».

Devant les trois premières catégories, l'*Abri* reconnaît qu'il est tout à fait impuissant. Là, l'action de l'œuvre ne peut être efficace que pour éviter des expulsions d'urgence. Ce sont des situations cruelles, sans espoir et qui absorberaient, sans résultat, tous les fonds de la charité (1).

Tandis que la Trésorière nous fait constater cette tendance, elle nous signale les bienfaits des *Unions d'œuvre* dans les arrondissements.

Il nous faut remarquer les intéressantes observations d'une des grandes bienfaitrices de l'Œuvre, sur les conséquences de l'allocation des 15.000.000 pour l'habitation ouvrière et la démolition des vieux immeubles ; il y a danger pour les pauvres gens, car ces taudis abritaient des êtres qui sont jetés à la rue !

Les *Unions d'œuvre* doivent s'entendre et profiter de cette subvention avec prudence (2).

Ce fut donc une année de prospérité extraordinaire, nous sommes loin, maintenant, des modestes débuts de l'œuvre et cet essor prodigieux est constaté par M. Des-

(1) Compte rendu de l'Ass. Gén. de l'*Abri*, 1911, p. 15.

(2) Compte rendu de l'Ass. Gén. de l'*Abri*, 1911, p. 36.

chanel qui présidait l'Assemblée Générale ordinaire du 25 mars 1911.

« Ce qui est sûr, c'est que votre œuvre compte, à l'heure qu'il est, 4.000 adhérents : c'est qu'en 1900 vos recettes s'élevaient à 19.000 francs, et qu'aujourd'hui elles s'élèvent à 187.000 francs ; c'est qu'en 1900, vos dépenses étaient de 10.000 francs, et qu'aujourd'hui, elles sont de 123.400 francs. ; c'est qu'en 1900, vous avez secouru 168 familles, et qu'en 1910, vous en avez secouru 3.316 ».

D'ailleurs le tableau synoptique suivant nous montrera combien cette expansion fut merveilleuse :

RECETTES

En caisse au 1 ^{er} mars 1910	60 359 15
Cotisations	46.870 50
Dons bienfaiteurs et donateurs	5.700 »
Dons divers	4.839 30
Sur enquêtes	2.960 70
Prix de vertu de l'Académie	3.200 »
Reliquat sur le compte des sinistrés	15.000 »
Vente	48 128 25
Total	<u>187.057 90</u>

DÉPENSES

Secours à 3.316 familles	123.378 85
Secrétariat 3.223 »	} 8.640 45
Loyers 600 40	
Encaissements 2.735 60	
Frais divers 2.081 45	
Remis au garde meubles	1.000 »
En caisse au 1 ^{er} mars 1911.	54.038 60
Total	<u>187.057 90</u>

Damoiseau

Moyenne du secours	37 fr. 20
Frais généraux	4,06 %
3.955 adhérents, soit 201 de plus qu'en 1910.	

Remarquons en passant que la moyenne de secours est supérieure de 3,35 à celle de 1909-1910.

Nous trouvons dans le compte rendu de l'Assemblée Générale du 21 mars 1912, qui eut lieu sous la présidence de M. Félix Roussel, un tableau établi par la Trésorière résumant la situation de l'œuvre au point de vue financier. Nous le citons, car nous y voyons exposée d'une façon saisissante, la transformation de l'Abrid'une année à l'autre.

Rapport de M^{me} la Trésorière

Assemblée générale ordinaire du 21 mars 1912

RECETTES

En caisse au 1 ^{er} mars 1911	54.038 60
Cotisations	52.414 »
Dons : bienfaiteurs et donateurs	18.635 75
Dons divers	5.509 80
Sur enquêtes.	3.333 20
Subventions diverses	1.900 »
Intérêts	228 95
Vente	58.279 40
Total	194.339 70

DÉPENSES

Secours à 3.545 familles	122.972 50
Secrétariat	3.338 »
Loyers	600 40
Encaissements	3.174 »
Frais divers	1.816 80
Total	131.901 70

BALANCE

Recettes	194.339 70
Dépenses	131.901 70
En caisse au 1 ^{er} mars 1912.	52.438 »
Desquels il faut déduire :	
1 ^o Remis au garde-meubles	1.083 »
2 ^o 1 facture tardive vente	201 50
3 ^o Versé au Capital Utilité Publique sur an- ciennes cotisations rachetées avant l'Utilité Publique	1.260 »
Soit	2.544 50
Reste	59.894 50
Moyenne du secours	34 fr. 70
Frais généraux	4,60 0/0
4.181 adhérents, 206 de plus qu'en 1911.	

En décomposant ces chiffres, nous lisons :

En 1911.	3.955 adhérents payant cotisation
En 1912.	4.181
Soit	266 de plus.
En 1911.	46.870 50 de cotisations
En 1912.	52.414 »
Soit	5.543 50 de plus.
En 1911.	3 316 familles secourues
En 1912.	3.545
Soit	229 de plus.

Le secours moyen a diminué de très peu en 1912, 34 fr. 70 au lieu de 37 fr. 20 en 1911.

Frais généraux 1912, 4,60 0/0 contre 4,06 0/0 en 1911.

La vente en 1911 a laissé net.	48.128 25
" 1912 " 	58.279 40
En augmentation de	10.151 15

Il n'y a que 4.919 francs de frais et conditions d'objets.

Ne nous arrêtons pas à la légère diminution dans la moyenne des secours, cela tient à des causes diverses dans le détail desquelles nous ne rentrerons pas ici, et retenons les 206 nouvelles adhésions comme preuve indiscutable du développement de l'*Abri*. Retenons aussi une augmentation de 229 familles dans le nombre de celles secourues et de 5.543 francs dans les cotisations. Ce traitement est symptomatique et nous pouvons augurer un bel avenir pour l'œuvre.

Notons une remarque qui dans ce tableau a son importance, c'est l'observation relatée dans la dernière ligne : 4.919 francs de frais et conditions d'objets pour une association de cette importance qui soulage 3.545 familles, et distribue pour plus de 100.000 francs de secours.

Quelle administration publique pourrait réaliser ces économies avec une telle organisation ?

Examinons enfin la dernière année, et avant de conclure nous analyserons dans une petite monographie le fonctionnement d'un *comité local*, une des cellules de cette ruche de charité qu'est l'*Abri*.

*
* *

Le rapport lu le 29 mai 1913 à l'Assemblée générale tenue sous la présidence de M. Lépine, nous montre l'œuvre en pleine activité ; elle se développe avec la même économie, avec la même simplicité de but et de moyens, avec le même esprit de renoncement (1).

Reconnue d'utilité publique elle peut recevoir les dons et legs qui ne manquent pas d'affluer ; les comités locaux continuent leur action et voient aller se développant le zèle et le dévouement de leurs membres. Près de 130.000 francs versés lui permettent de venir en aide à 3.382 familles.

L'année 1913 s'annonce particulièrement bienfaisante pour les pauvres : le premier semestre annonce 3.055 enquêtes contre 4.316 pour les deux semestres réunis de 1912.

D'ailleurs donnons ci-dessous le budget tel qu'il fut présenté à l'Assemblée du 29 mars 1913.

RECETTES

En caisse au 1 ^{er} mars 1912	1.614 10
Vente de février 1912	58.279 40
Cotisations	53.296 50
Donateurs et bienfaiteurs	8.150 »
Dons divers	2.595 20
Retour sur enquête	2 788 60
Subventions	1.600 »
Intérêts du Capital d'Utilité Publique	1.580 55
Total	129.904 35

(1) Compte rendu de l'Ass. Gén. de l'Abri, 1913. Discours de M. Lépine.

DEPENSES

Secours à 3.382 familles	119.141 »
Secrétariat	3.693 »
Loyer	600 40
Encaissements	3.262 »
Frais divers	875 25
Remis au garde-meubles	1.000 »
Total	<u>128.571 65</u>

BALANCE

Recettes	129.904 35
Dépenses	<u>128.571 65</u>
En caisse au 1 ^{er} mars 1913	<u>1.332 70</u>

Le garde-meubles, accessoire indispensable d'une telle œuvre, fait l'objet d'une organisation spéciale : chaque année à l'Assemblée générale une place particulière lui est réservée. Voici à titre documentaire la statistique de la dernière année (Compte rendu de l'Assemblée générale de 1913, p. 52).

L'Abri a secouru du 1^{er} mars 1912 au 28 février 1913 :
52 familles, dont 30 sorties d'hôtels.

Arrondissements	Familles secourues
1 ^{er} et 2 ^e	4
3 ^e	1
4 ^e	1
5 ^e	2
6 ^e et 7 ^e	1
10 ^e	2
11 ^e	10
12 ^e	5
13 ^e	1
17 ^e	3
18 ^e	6

19 ^e	6
20 ^e	9
Levallois-Perret	1
	52

L'*Abri* a secouru 22 familles de moins qu'en 1911.

L'*Abri* a reçu :

6 lits ; 4 matelas ; 1 chambre à coucher complète ;
1 armoire ; 4 buffets ; 5 matelas ; 2 salamandres ; tables
de nuit, tables de toilette, oreillers, lits d'enfants, ri-
deaux, tapis, etc. ; 4 draps.

L'œuvre a donné :

45 lits ; 42 matelas ; 12 buffets ; 47 chaises ; 21 tables ;
11 oreillers et traversins ; 10 couvertures ; 6 draps ;
2 lits d'enfants ; 3 sommiers ; 3 poêles-cuisinières ;
2 tables de nuit ; tables de toilette, ustensiles de mé-
nage, vaisselle, glaces, tapis, rideaux, etc.

Recettes	1.424 80
Dépenses	1.390 30
En caisse au 1 ^{er} mars 1913	34 50

*
* *

Terminons enfin notre étude par la monographie
d'un groupe ou comité d'arrondissement.

Nous avons déjà vu, en effet, quelle est l'importance
capitale du comité d'arrondissement, cette « cheville ou-
vrière » dont parlait M. Lépine.

Nous prendrons comme modèle-type le comité du

XIX^e arrondissement, non pas que les secours distribués y soient plus importants, que les familles secourues y soient plus nombreuses, ou que la moyenne des secours y soit plus élevée, mais parce que, grâce aux rapports très détaillés et très complets fournis dans les comptes rendus des assemblées de 1912 et 1913, nous pouvons constater quelle est la vie intérieure de ce petit groupement, et quelles sont les observations que la pratique de la charité suggère à ceux qui s'y donnent. Enfin le but de relèvement de l'œuvre tient dans ces observations une place particulière.

Le rapport de ce comité d'arrondissement, pour l'année 1912, débute ainsi (1) :

« Aux termes d'avril, juillet, octobre 1911, janvier 1912, nous avons eu 298 demandes, secouru 240 familles, donné 9.983 fr. 95 de secours (moyenne 41 fr. 60), soit 24 demandes de plus, 23 familles secourues de plus, 476 fr. 95 d'augmentation.

Nous trouvons dans ce rapport 4 remarques intéressantes présentées sous forme de vœux.

1^o « Dans le cas où le secours alloué par l'Abri dépasserait le montant du loyer prévu, l'excédent pourrait-il être conservé à l'indigent pour un autre emploi justifié ; soit par exemple pour un retrait de meubles, un acompte sur le terme suivant ou même l'achat d'un lit ; on laisserait dans ce cas l'enquêtrice à sa libre initiative et à son jugement ?

(1) Compte rendu de l'Ass. Gén. du 21 mars 1912, p. 44.

2° « Devons-nous encourager, par une prime sous forme d'allocation, les familles qui ont la conscience et l'extrême honnêteté de se priver de tout pour payer leur loyer ? Ne serait-ce pas plus moral, et ces familles ne sont-elles pas plus méritantes pour un secours ? »

3° « Devant les difficultés incessantes de se loger, ne pourrait-on étendre l'action de l'*Abri* dans la banlieue et faciliter ainsi aux familles nombreuses, l'exode hors de Paris ? Ne pourrait-on leur donner ensuite une prime au bout d'un an de séjour pour les encourager à rester ? »

4° « Pourrait-on user d'influence sur les autorités et sur les œuvres et demander si les secours divers et particuliers affectés aux seuls indigents de Paris, qui les attirent et les y maintiennent, ne pourraient également s'étendre à la banlieue ? »

Il ne nous appartient pas de discuter ces idées, mais n'est-ce pas démontrer clairement l'importance primordiale de ces rapports où, chaque année, nous relatons les observations capitales suggérées par l'expérience des enquêtes.

Aussi retrouvons-nous en 1913 les constatations suivantes (1) :

Notre mouvement d'enquête dans les trimestres d'avril, juillet, octobre 1912, janvier 1913 s'établit ainsi : 334 enquêtes, 274 familles secourues, 10.472 francs distribués, soit une moyenne de 38,24.

(1) Compte rendu de l'Ass. Gén. de l'*Abri* du 29 mai 1913, p. 48.

Parmi les observations formulées dans ce rapport, relatons la plainte, justifiée d'ailleurs, concernant les familles de soldats sous les drapeaux.

« Jeunes soldats de 20 ans, époux de femmes de trente ans ou de très jeunes filles mariés hâtivement, l'un pour rester dans Paris, l'autre pour toucher les 0 fr. 75 et les bienfaits de la charité privée: N'est-ce point une erreur d'encourager ces calculs, et n'est-ce pas une erreur aussi que d'inscrire à la charité de jeunes ménages dès le début de leur existence sociale? Pourra-t-on après le service militaire supprimer ces secours et n'allons-nous pas créer des jalousies, réveiller un socialisme bien plus dangereux encore, celui du droit au secours, qui entravera nos efforts, déjà assez pénibles, pour discerner ceux qui méritent notre attention de ceux qui ne la méritent pas. » Remarquons aussi cette excellente constatation touchant les familles échouées en hôtel meublé.

« Sur 334 familles visitées, pendant l'année écoulée, 22 étaient à l'hôtel ; 13 ont pris des logements grâce à l'*Abri* ; 9 n'ont pas changé, les uns par paresse de chercher, les autres parce que, tombés trop bas, ils étaient inrelevables.

Enfin gardons dans notre mémoire le résultat merveilleux qui nous révèle le dévouement et le zèle inlassables des membres du Comité (1).

Ont été relevés durant l'année 1912 :

(1) L'*Abri*. Compte rendu Ass. Gén., 1913, p. 48.

« 2 familles ayant 11 enfants ; 4 ayant 10 enfants ; 1 ayant 9 enfants ; 10 ayant 8 enfants ; 16 ayant 7 enfants ; 34 ayant 6 enfants ; 41 ayant 5 enfants ; 58 ayant 4 enfants ; 64 ayant 3 enfants ; 42 ayant 2 enfants ; 41 ayant 1 enfant ; 21 vieillards ou célibataires ».

Cet exposé rapide du fonctionnement d'un comité local, nous a permis de nous rendre compte du travail accompli dans chacune des cellules qui composent ce grand et merveilleux organisme qu'est l'Œuvre de l'*Abri*. Il ne nous reste plus maintenant qu'à donner un aperçu d'ensemble des progrès incessants et méthodiques de cette œuvre depuis sa fondation. Mieux que toute démonstration théorique, le tableau suivant, portant sur une période de treize années, donnera une idée exacte des résultats obtenus par la persévérance et le dévouement des membres, secondés par le zèle d'un Comité directeur au-dessus de tout éloge.

Exercices	Recettes	Dépenses				Familles secourues
		En secours	En frais généraux	Don au garde-meubles	Total	
1900-1901	19.022 95	10.055 45	552	»	10.607 45	168
1901-1902	55.347 70	38.854 60	710 65	»	39.565 25	886
1902-1903	48.427 95	51.049 85	1.907 50	»	52.957 35	1.207
1903-1904	70.656 65	60.104 75	2.531 85	»	62.636 60	1.523
1904-1905	66.010 25	61.032 70	5.934 80	»	66.967 50	1.695
1905-1906	81.799 05	68.955 55	6.417 15	»	75.372 70	2.000
1906-1907	92.124 10	76.559 30	6.747 15	»	83.306 55	2.302
1907-1908	91.519 65	88.369 70	7.197 90	»	95.567 60	2.642
1908-1909	101.204 75	85.340 20	6.859 60	»	92.199 80	2.627
1909-1910	117.934 35	95.731 80	7.075 65	1.700	104.507 45	2.829
1910-1911	126.698 75	123.378 85	8.640 45	1.000	133.019 30	3.316
1911-1912	140.301 10	122.972 50	8.929 20	»	131.901 70	3.545
1912-1913	129.904 35	181.579 »	8.430 65	1.000	191.009 65	3.383
Total .	1.140.951 60	1.063.984 25	71.934 65	3.700	1.139.618 90	28.122

En caisse au 1^{er} mars 1913 : 1.140.951 60 — 1.139.618 90 = 1.332 70

§ 2. — Œuvres secondaires.

Mais d'autres associations philanthropiques, travaillant au relèvement social et au soulagement des malheureux, font une large place dans leurs organisations aux secours des loyers. Ces œuvres ne sont pas particulièrement attachées à cette question primordiale : le gîte du pauvre, mais s'occupent pourtant dans leurs budgets, comme dans leurs enquêtes, de venir en aide à ceux qui sont sous la menace de la rue.

Nous extrairons donc, dans les comptes rendus de

ces sociétés, les chapitres réservés à la question du logement, ajoutant cette remarque que le total des dons accordés est toujours inférieur aux sommes distribuées par l'*Abri*. Malgré cela, nous devons les citer, car elles secourent des familles malheureuses, à l'époque du terme, pour le paiement de leur loyer ; leur action sous ce jour rentre bien dans le cadre de notre étude.

*
* *

a. — *Comité de bienfaisance israélite.*

Commençons par le *Comité de Bienfaisance Israélite*.

Comme l'indique son titre, cette œuvre est purement confessionnelle, c'est-à-dire, qu'elle n'accorde ses secours qu'aux malheureux de race ou de religion israélite. Son conseil d'Administration ordinaire comprend les membres les plus éminents de la Société israélite de Paris ; à la tête de ces deux conseils d'Administration, on trouve le grand Rabbin de France et le baron Edmond de Rothschild.

Nous nous empressons d'ajouter d'ailleurs que cette œuvre rend les plus grands services aux israélites en résidence à Paris, qui, bien souvent après avoir quitté leur pays d'origine dans l'espoir de faire fortune dans la capitale, n'y ont trouvé que malheur et misère...

Examinons donc de quelle manière sont accordés par ce comité les secours de loyer.

La question du loyer est du ressort du Comité des « familles et enfants » assistés. Les dames visiteuses distribuant les aumônes paient fréquemment le terme des familles qu'elles secourent, mais elles s'occupent aussi de la nourriture, du placement, des soins médicaux.

Il nous est difficile de dire exactement les sommes dépensées pour le paiement des loyers, car, bien souvent, les visiteuses paient le loyer des malheureux qu'elles assistent et classent cette aumône, dans leurs rapports, au chapitre des « Secours aux Pauvres ». Notons pourtant les *Secours de loyers* qui figurent au budget de l'œuvre pour une somme de 84.433 francs, et la Fondation Nathalie de Rothschild (Secours de Loyers complets) : 3.200 francs.

Année 1912. — Secours de loyers : 100.000 francs.

Fondation Nathalie de Rothschild. — (Secours de loyers complets) : 3.000 francs (1).

Enfin on prévoyait pour l'année 1913 une augmentation d'environ 10 0/0 des chiffres de ce secours.

Dans ce chapitre (familles assistées, p. 26), nous relevons les dépenses suivantes, correspondant au paiement du terme :

(1) Comité de Bienfaisance Israélite. Ass. Gén. 1912-1913.

	Secours trimestriels
Mars	4.937
Juin.	5.252 50
Septembre	5.497 50
Décembre.	5.422 50
Total.	21.109 50

Signalons toutefois que, dans ces chiffres, sont comprises les sommes concernant l'achat de meubles, poêles, et autres objets touchant au logis.

Enfin dans les œuvres annexes, chapitre « Cagnotte des enfants », nous retrouvons une somme de 4.370 francs pour secours de loyers.

En résumé les secours de loyers distribués par les membres du Comité de Bienfaisance Israélite s'élèvent, tant en principal qu'en accessoires, à près de 115.000 fr. (car nous devons déduire du total l'argent dépensé pour l'ameublement et autres secours.)

C'est donc une association philanthropique qui, au point de vue qui nous occupe, fournit une aide précieuse à des milliers de ménages israélites parisiens, et nous ne saurions trop insister sur l'importance des sommes que cette œuvre distribue chaque année à titre de secours de loyers. Sans vouloir apprécier ici, dans son ensemble, l'œuvre du comité de bienfaisance isarélite, nous nous permettons d'ajouter quelques mots sur son caractère confessionnel.

Comme chacun le sait, et sans vouloir le moins du monde polémiquer, il est indéniable — en raison de l'existence dans certains milieux d'idées préconçues —

et par le fait aussi que les israélites vivent par groupes de familles réunies dans certains quartiers, formant comme une société, une classe à part souvent impénétrable, — que les malheureux de cette catégorie auraient pu être délaissés. Leurs corréligionnaires favorisés par la fortune l'ont compris ; ils ont créé un organisme nécessaire. Ce Comité de Bienfaisance a rendu aux israélites et leur rendra encore les plus grands services. En résumé ce sont autant de pauvres de moins à la charge des autres institutions de la charité privée, et l'utilité d'œuvres de ce genre est incontestable.

b. — *Office central des OEuvres de Bienfaisance.*

L'*Office central des OEuvre de Bienfaisance* délivre des secours de tous genres ; il délivre aussi, à l'occasion, des secours de loyers à des familles nombreuses (1).

Lorsque l'œuvre fondée par M. le Sénateur René Bérenger (le *Logis temporaire pour familles nombreuses*) (2) ne fonctionnait pas encore pratiquement, l'Office Central donnait de la part de cette œuvre des secours de loyers.

(1) L'*Office central des OEuvres de bienfaisance* a publié en 1897 un ouvrage, *Paris charitable et bienfaisant*, qui contient des renseignements précieux sur les œuvres et les institutions charitables du département de la Seine. Une 2^e édition préfacée par M. d'Haussonville a été publiée en 1913.

(2) Nous allons exposer le but et le fonctionnement de cette œuvre dans notre chapitre IV paragraphe 3.

A la fin de chaque mois, un état du montant des secours accordés était présenté à M. Bérenger, qui se chargeait de régler la dépense faite.

L'argent était versé *au propriétaire* de l'immeuble où était domiciliée la famille secourue, il n'était jamais donné aux locataires.

c. — *Société philanthropique.*

La *Société Philanthropique*, magnifique association de charité, qui vient en aide à des milliers de familles par les secours de toutes sortes quelle apporte, pratiquant la charité sous toutes ses formes, s'occupe aussi du paiement des loyers et, dans le compte rendu de l'exercice 1912-1913, nous pouvons citer les dépenses suivantes, en ajoutant cette remarque faite déjà à propos du Comité de Bienfaisance israélite, c'est que ces secours comportent également l'achat de meubles et de vêtements.

Fondation Léonie Morin. — M^{lle} L. Morin a légué à la Société une somme de 100.000 francs, dont les intérêts annuels doivent être exclusivement consacrés à payer le loyer des vieillards indigents et à leur fournir, ainsi qu'à des familles nécessiteuses, des objets de literie, draps, couvertures, linge, vêtements chauds, tricots, à l'entrée de l'hiver.

La capitalisation du produit net de ce legs a donné 2.648 francs. Sur ce revenu annuel, 2.000 francs ont été

affectés aux secours de loyers, 600 francs aux secours de vêtements, 48 francs aux frais généraux.

Les secours de loyers sont en principe accordés pour une année à des vieillards de soixante-dix ans ; ils sont à tous moments révocables en cas d'inconduite, de retour à meilleure fortune ou pour toute autre cause, dont la société reste juge. Une certaine somme a été réservée pour des secours urgents, pouvant se borner au paiement d'une partie du loyer.

En fin d'année, les demandes parvenues à la société sont examinées et enquêtées ; il est pourvu aux vacances qui auraient pu se produire.

Dans la deuxième section des secours des loyers, sous le titre de fondations diverses, nous devons mentionner un don anonyme de 100.000 francs qui a été capitalisé en un titre de 3.048 francs de rente, pour distribution de secours de loyers par les soins de la société.

En résumé, la *Société Philanthropique* consacre une importante partie de ses efforts et de ses ressources aux secours de loyers ; des personnalités éminentes apportent dans cette partie comme dans le reste de l'œuvre, l'aide de leur expérience et de leur dévouement ; bien souvent, il nous aurait été facile de relever certains projets dont la réalisation aurait pu être poursuivie par d'autres sociétés. Notons par exemple, que sur l'initiative toujours en éveil du regretté M. Georges Picot, la *Société Philanthropique* s'applique depuis plusieurs années à attirer dans ses immeubles les familles

nombreuses trop souvent repoussées par les propriétaires. Son comité alloue aux concierges des maisons ouvrières une prime de un franc par an et par enfants ; d'autre part, les locataires bénéficient d'un dégrèvement annuel de 10 francs par enfant au-dessus de deux (1).

d. — *Société des Visiteurs.*

Nous devons signaler maintenant la *Société des Visiteurs*, œuvre philanthropique fondée en 1898 et reconnue d'utilité publique le 1^{er} juillet 1904.

Si nous examinons le but de cette association, nous sommes amenés à constater qu'elle a pour objet de préserver de la misère définitive ; elle intervient pécuniairement en faveur de ceux qui ont besoin d'une aide temporaire pour échapper à l'indigence, et en leur procurant un emploi si le chômage est la cause de leur misère.

Par conséquent, elle doit logiquement comprendre parmi les secours donnés pour relever le malheureux ceux qui sont accordés pour le loyer.

Nous aurions désiré donner dans le détail les renseignements concernant ce chapitre particulier, mais le montant de ces secours ne forme pas un article spécial dans le budget de la société. Il nous est donc impossible

(1) *Revue Philanthropique*, 15 juillet 1911, p. 290. *Oeuvres de la Bienfaisance privée* (L. Rivière).

de connaître ce chiffre dans le total des 2.241 familles qui ont été sauvées de la ruine d'après la dernière statistique fournie.

Enfin pour compléter notre revue des œuvres, citons (1) : l'*Œuvre des Loyers pour les Vieillards du XVI^e* ; l'*Œuvre des Loyers du XVII^e* ; l'Œuvre de M. Luc Lambin pour distribuer des secours de loyers à des habitants de la rue André Del-Sarte (XVIII^e ar.).

§ 3. — Secours publics de loyers

Nous terminerons notre énumération par les *Secours Publics de Loyers*, qui forment la dernière partie de notre chapitre sur les secours des loyers.

Indiquons d'abord sommairement la façon dont ces secours sont distribués par l'Assistance Publique, et les différentes administrations qui en sont chargées.

Nous ferons connaître ensuite notre opinion sur le fonctionnement de ces secours.

1^o *Subvention municipale*. — Tous les ans le Conseil vote une somme de 300.000 francs à répartir dans la proportion suivante entre les divers arrondissements de Paris :

(1) *Bulletin de la société amicale et d'étude des administrateurs et commissaires des bureaux de bienfaisance de Paris* (N^o de février, mars 1911, p. 62).

1 ^{er}	6.420	11 ^e	30.750
2 ^e	8 250	12 ^e	14.250
3 ^e	10.800	13 ^e	17.400
4 ^e	11.700	14 ^e	14.820
5 ^e	19.200	15 ^e	16.200
6 ^e	11.500	16 ^e	6.600
7 ^e	8.100	17 ^e	20.100
8 ^e	3.750	18 ^e	30.660
9 ^e	7.950	19 ^e	20.200
10 ^e	16.050	20 ^e	25.200

Suivant les volontés exprimées par le Conseil Municipal, les secours :

1^o Doivent avoir un caractère exceptionnel, c'est-à-dire qu'ils ne seront pas répétés à chaque trimestre ;

2^o Pour être efficaces, ils ne doivent jamais tomber au-dessous de 20 francs ; ils ne dépasseront pas non plus le quart du loyer, pour un loyer maximum de 400 francs. Ils pourront donc ainsi s'élever jusqu'à 100 francs.

Une circulaire du Directeur de l'A. P. du 28 juin 1901, prescrit de classer les postulants autant que possible comme suit :

1^o Locataires expulsés judiciairement ;

2^o Locataires ayant reçu congé en raison de termes en retard ;

3^o Personnes se trouvant sans logement, mais avec possibilité de s'en procurer un, grâce aux secours ;

4^o Personnes se trouvant momentanément sans ressources par suite de chômage, maladie et accident ;

5^o Les nécessiteux logés en garni ne peuvent en prin-

cipe obtenir de secours de loyers que s'ils sont domiciliés à Paris depuis deux ans ;

6° On doit toujours secourir les familles avant les individus isolés ;

7° Les secours de loyers, sauf les circonstances exceptionnelles, ne peuvent être proposés que du 1^{er} au 8, du premier mois de chaque trimestre et les bons doivent être remis au bénéficiaire le 8 au plus tard.

II. *Secours de loyers ordinaires.* — C'est-à-dire pris sur les fonds des bureaux de bienfaisance, en dehors de la subvention spéciale du Conseil Municipal, dont ils égalent souvent et dépassent même l'importance.

III. *Secours Rothschild.* — Tous les ans en décembre, MM. de Rothschild versent directement à MM. les Maires pour les Bureaux de Bienfaisance une somme de 100.000 francs, répartie comme suit entre les divers arrondissements :

1 ^{er}	2.900	11 ^e	8.700
2 ^e	2.400	12 ^e	4 200
3 ^e	3.500	13 ^e	7.600
4 ^e	5.400	14 ^e	4.900
5 ^e	7.100	15 ^e	4.900
6 ^e	3.600	16 ^e	2.600
7 ^e	3.600	17 ^e	4.500
8 ^e	2 500	18 ^e	7.800
9 ^e	2.700	19 ^e	6.800
10 ^e	6.800	20 ^e	7.500

Les secours sont alloués par la délégation permanente dans les mêmes conditions que les secours ordinaires, en tenant compte des observations suivantes formulées par les donateurs :

1° Les sommes seront exclusivement affectées au paiement des loyers ;

2° Ne pourront être admises à prendre part à la répartition que les familles dont le loyer annuel n'excèdera pas 400 francs ;

3° L'intention des donateurs étant surtout d'encourager l'épargne personnelle, la somme allouée à chaque participant admis par le Bureau de Bienfaisance ne devra en *aucun cas excéder le tiers d'un terme de loyer* de ce participant ;

4° Les distributions seront faites au moyen de bons détachés d'un carnet à souche, et la souche de ce carnet portant les noms et adresse des parties prenantes, ainsi que l'indication des sommes accordées devra être renvoyée à MM. de Rothschild frères, 21, rue Laffitte, avant le 15 du mois qui suivra la remise des fonds.

Bons de Logement. — Le Conseil Municipal affecte tous les ans un crédit de 25.000 francs, ainsi réparti entre les divers arrondissements :

1 ^{er}	535 »	11 ^e	2.562 50
2 ^e	687 50	12 ^e	1.187 50
3 ^e	900 »	13 ^e	1.450 »
4 ^e	975 »	14 ^e	1.235 »
5 ^e	1.600 »	15 ^e	1 350 »
6 ^e	962 50	16 ^e	550 »
7 ^e	675 »	17 ^e	1.675 »
8 ^e	312 50	18 ^e	2.555 »
9 ^e	662 50	19 ^e	1.687 50
10 ^e	1.337 50	20 ^e	2.100 »

Ces bons créés pour permettre de donner un logement provisoire aux malheureux momentanément sans asile,

sont de quatre sortes et sont remboursés au logeur : une personne et une nuit, 0 fr. 65 ; une nuit pour 2 personnes, 0 fr. 75 ; deux nuits, 0 fr. 80 ; 5 nuits pour une personne, 2 francs.

Ces bons sont distribués par le Bureau de Bienfaisance jusqu'à la fermeture, six heures, puis ensuite par le poste de police qui ne délivre que des bons d'une nuit.

C'est là un secours qui ne remplit pas son but et d'une efficacité douteuse. Par la regrettable complaisance des logeurs, ils servent fréquemment à acquitter le loyer de gens qui ne sont pas du tout sans asile. En outre, bon nombre de malheureux les sollicitent dans le seul dessein de les échanger contre quelques sous ou une consommation quelconque.

Le II^e arrondissement envoie ses « bons de logement » à l'hôtel créé par l'Armée du Salut, 33, rue de Chabrol.

1^o Secours du Directeur de l'Assistance Publique. — Sur la somme considérable qui lui est allouée dans les fonds de l'Assistance Publique pour secours directs aux indigents, nous savons qu'une grande partie est demandée au moment des termes.

2^o Secours du Préfet de la Seine. — Le Préfet de la Seine touche de l'A. P., 30.000 francs par an pour secours qu'il donne directement aux indigents. Ces secours ne sont pas affectés spécialement aux loyers, mais celui qui les touche est libre de les employer à cet objet.

3^o Secours du Préfet de Police. — Tous les ans, il reçoit 20.000 francs de fonds d'abonnement pour venir

en aide aux expulsés. Le Bureau de Bienfaisance ici n'intervient plus ; ce sont les commissaires de police qui agissent et font le nécessaire (1).

Nous venons donc de résumer brièvement ce qu'est l'organisation des secours publics dans la grande cité parisienne, et la première constatation que nous pouvons faire, c'est que l'indigent peut trouver dans la charité quatre sources de secours de loyer ou d'autres secours : Bureau de Bienfaisance, Préfet de police, Préfet de la Seine, Directeur de l'A. P., alors qu'il serait bien mieux indiqué de centraliser cette dépense en un seul point, au Bureau de bienfaisance par exemple. On croit qu'il n'y a là qu'une mauvaise organisation et une perte de temps. C'est bien pis : on ignore dans le public, et c'est en effet invraisemblable, que ces quatre guichets qui distribuent l'argent du contribuable s'ignorent les uns les autres et ne se renseignent pas sur leurs opérations. Par conséquent, le flibustier avisé peut toucher quatre fois des secours de loyers.

Une simple analyse de la répartition des secours que nous venons d'étudier, nous démontre l'infériorité de la charité publique sur l'Assistance privée : aussi nous ne devons pas nous étonner des jugements sévères portés sur la première ; la cause de cette infériorité a sa source

(1) Nous aurons occasion de signaler ultérieurement les heureuses initiatives de M. Lépine en matière de secours pour les familles nombreuses, quand nous parlerons des *Abris Temporaires* et des *Caisses de Loyers*.

non dans les qualités des administrateurs, mais dans l'Administration elle-même. M. Deschanel était obligé de reconnaître que « l'Assistance publique est forcée de s'astreindre à des cadres fixes, tandis que la charité privée sait prendre toutes les formes comme la misère elle-même. Ces deux mots : charité légale jurent l'un avec l'autre, car la charité est un élan spontané du cœur, un don de soi-même. Charité et liberté sont deux termes inséparables. Il ne suffit pas de secourir le corps, il faut consoler l'âme, il faut la conquérir pour la relever (1) ».

Est-ce à dire que l'Assistance publique ne serait pas susceptible d'améliorer ses méthodes et ses procédés, d'organiser un service administratif spécialisé ayant plus de facilités pour apporter une aide immédiate et un secours rapide ? Cette tentative a été faite à Nancy et a été couronnée de succès. Dans cette ville, on a créé à l'Abri du Bureau de bienfaisance, une œuvre spécialisant l'assistance du loyer et centralisant les secours de ce genre.

Cette idée intéressante a été reprise dans certaines villes de France et de l'étranger ; mais ce n'est qu'une tentative évidemment digne d'être encouragée.

Nous pouvons donc conclure que l'Assistance publique se transformera en cette matière comme dans toutes les autres.

Elle devrait se « décongestionner » administrativement.

(1) *Abri*. Compte rendu de l'Ass. Gén. de 1912, p. 9.

« L'expérience est faite (1), la bienfaisance privée a montré la voie à suivre; l'Assistance publique peut à son tour, sans crainte, tirer profit des résultats acquis, et appliquer, pour le secours de loyers, l'idée pratique mise en œuvre au bureau de bienfaisance de Nancy. Alors seulement, le secours, au lieu d'être étroitement renfermé dans un crédit prévu et immuable, se morcelant par nécessité, pourra se modifier dans son importance, dans sa variété; l'œuvre pourra faire ce que le bureau de bienfaisance était impuissant à réaliser. »

D'ailleurs ne lit-on pas dans un rapport du Conseil supérieur de l'Assistance publique les lignes suivantes :

« Mettant en jeu les plus nobles sentiments, la charité privée fournit à la fois, lorsqu'elle est donnée avec discernement, un secours matériel et un secours moral. Dans certaines œuvres, elle apporte un esprit de sacrifice, une ingéniosité dans les procédés, un tact dans l'application qu'on demanderait vainement à l'Assistance publique. Enfin celle-ci doit surtout marcher dans les sentiers battus, laissant à l'initiative privée l'honneur trop onéreux de faire des essais, de tenter des innovations (2). »

Qu'avons-nous à ajouter à ce jugement? C'est de la charité privée que viennent les innovations. Les

(1) *Revue Philanthropique*. — Docteur Drouineau. Assistance à domicile, n° du 10 mars 1905, p. 551.

(2) Discours de M. Deschanel, *l'Abri*, compte rendu de l'Ass. Gén. 1912, p. 10.

membres des sociétés philanthropiques, animés d'un enthousiasme louable prennent les initiatives nécessaires commandées par telles ou telles situations difficiles.

Si cette initiative est couronnée de succès, elle se généralise : l'œuvre se crée, s'organise, une administration sommaire réglemeute les efforts de chacun, et c'est cette administration très simple que l'Assistance publique instruite de l'expérience des œuvres privées, pourra adopter et parfaire.

Nous venons d'examiner l'ensemble des société s'occupant de payer ou d'aider à payer les loyers des malheureux, pour leur éviter les tristesses de l'expulsion ; c'est le remède suprême avant l'hôtel garni, la rue.

CHAPITRE III

LES ABRIS TEMPORAIRES

Nous avons admiré la magnifique organisation de l'*Abri* et des œuvres semblables puis nous avons donné un léger aperçu sur les secours public.

Mais bien souvent, hélas, le secours n'a pu arriver à temps, l'expulsion a été faite et la malheureuse famille traîne sur la chaussée à la recherche d'un taudis si misérable soit-il, qu'importe, puisqu'il faut trouver un abri quel qu'il soit !

Aussi certaines œuvres ont pensé mettre un terme à ces infortunes : ce sont les *abris temporaires* que nous allons examiner maintenant.

Remarquons cependant, avant de nous livrer à cette étude, que ces œuvres sont encore très peu nombreuses et que leur action n'est que peu étendue. Nous étudions séparément :

1° *L'Œuvre des Sans Abri* ;

2° *L'Abri temporaire* ;

3° *Le Logis temporaire pour familles nombreuses*.

a. — *L'œuvre des Sans Abri.*

Le Chambre Syndicale des propriétaires s'est émue de la situation difficile faite aux locataires, elle a senti, que, groupant les intérêts des propriétaires, ses membres, elle ne pouvait rester indifférente au mouvement social en faveur des familles nombreuses.

Elle a créé trois fondations :

1° *La Caisse d'Epargne pour petits loyers* que nous étudierons dans le chapitre des *Caisse des loyers*.

2° *L'Œuvre des Loyers* qui a pour but de faire vider les lieux par les gens sans aveu, les exploitateurs de la charité publique et privée, les apaches et autres professionnels de l'expulsion, les individus sans nationalité et les étrangers qui se flattent de ne jamais payer leur propriétaire, aimant mieux lui laisser le soin de répartir ses termes de loyers sur le bon locataire. Mais cette œuvre ne rentrant pas dans le cadre de notre étude est seulement signalée par nous à titre documentaire.

3° *L'Œuvre des Sans Abri.*

L'Œuvre des Sans Abri a pour but principal de procurer un abri momentané ou de donner un secours de loyer aux locataires dignes d'intérêt ayant, au préalable, effectué le déménagement de leur local, après simple avis par lettre à eux donné par l'Œuvre des loyers.

C'est ce point de vue de l'œuvre qui nous intéresse,

car ses autres moyens d'action sortent du cadre de notre étude (gestion du logement insalubre inscrit à la Caisse d'Epargne pour Petits Loyers, prise en location de certains immeubles, création de sociétés immobilières de locataires, gestion d'une Caisse d'Epargne pour Petits Loyers.)

Les ressources de l'œuvre sont nombreuses, il importe de les noter ; elles se composent :

1° Des reliquats de l'œuvre des loyers.

2° Du tiers du produit des locations de salles de l'Hôtel de la Chambre Syndicale des Propriétés Immobilières de la Ville de Paris.

3° Du produit des dons manuels quelle qu'en soit la somme.

4° Du produit des cotisations :

a) Des membres de l'Œuvre versant annuellement en une seule fois une somme qui ne peut être inférieure à 10 francs.

b) Des membres bienfaiteurs versant annuellement une somme qui ne peut être inférieure à 50 francs.

c) Des membres bienfaiteurs perpétuels ayant versé 500 francs au moins en une ou plusieurs fois, par sommes égales ou supérieures à 50 francs.

5° Du produit des dons et legs aussitôt que l'Œuvre des Sans Abri aura été reconnue d'utilité publique.

6° Enfin du produit des fêtes, bals, tombolas, ventes de charité et du produit de la mise en pratique de toutes les bonnes idées que l'attrait d'une belle action ne manque jamais de suggérer en France.

Malheureusement cette œuvre est 'peu connue des intéressés, et rares sont ceux qui en profitent : il est évident qu'il ne viendra jamais à l'idée d'un locataire expulsé de s'adresser à la Chambre Syndicale à laquelle appartient son propriétaire pour demander un abri quelconque. Nous ne pensons pas que cette généreuse initiative porte jamais ses fruits parce qu'elle est méconnue, nous disons plus, calomniée.

Cet effort méritait cependant une mention. Il est à regretter qu'il ne soit pas mieux apprécié.

b. — *L'Abri Temporaire.*

Analysons maintenant l'*Abri Temporaire* (1).

L'*Abri Temporaire* n'est pas une œuvre proprement dite, c'est payant, bon marché, sans doute, mais non gratis.

C'est une société. Elle fut fondée par M. Georges Coulon, Vice-Président du Conseil d'Etat, décédé en février 1912.

Des personnes charitables peuvent envoyer, à l'*Abri Temporaire*, des familles pour lesquelles elles paient 50 centimes par lit et par jour pour les adultes et 30 centimes par enfant. On donne dans ce prix le gaz gratuitement pour que chaque famille prépare ses aliments soir et matin, l'eau de la buanderie pour laver le linge, le

(1) L'immeuble de l'*Abri temporaire* se trouve boulevard Victor, n° 5.

chauffage (par calorifère) dans chaque chambre et dortoirs et dans la grande salle commune où l'on travaille et prend les repas.

La Directrice de l'*Abri Temporaire* est heureuse de constater qu'elle a déjà vu passer des familles qui ont eu le temps de faire des économies pour se mettre chez elles et même se racheter des meubles. Du reste, à chaque départ, la société paie ou le terme entier ou le 1/2 terme selon les besoins.

Les ouvrières *seules* ne gagnant pas 3 francs par jour peuvent avoir le logement et la nourriture pour 2 francs par jour. On doit citer notamment 2 femmes qui travaillent en usine et ne gagnent que 2 fr. 75, qui vivent à l'*Abri* depuis plusieurs mois et qui ne demandent qu'à rester.

C'est évidemment une œuvre très intéressante et les exemples fournis nous prouvent sa portée morale et sa vitalité.

Mais elle est de fondation relativement récente et il ne sera possible de la juger que le jour où elle se sera développée. Son extension, qui est à souhaiter, sera la meilleure preuve qu'elle répond à un besoin.

M. Lépine, Préfet de Police, a d'autre part pris une initiative qui mérite d'être signalée :

Il y a environ 6 ans, il fonda deux abris avec l'aide pécuniaire du Conseil Général de la Seine.

Les deux abris comptent l'un 5.000 lits, l'autre 2.000 et comportent toutes les conditions d'hygiène et salubrité désirables.

Et c'est pourquoi M. Lépine président à l'Assemblée Générale de l'*Abri* du 29 mai 1913, pouvait dire avec justice qu'il était un professionnel et du métier (1).]

c. — *Le logis temporaire pour familles nombreuses.*
L'œuvre du Sénateur Bérenger.

Terminons notre revue des deux œuvres d'*Abri Temporaire* par celle de M. le Sénateur Bérenger, qui porte précisément ce titre l'*Abri Temporaire* et qui doit être étudiée plus à fond.

Lors de l'Assemblée Générale de l'*Abri* du 29 mai 1913, M. Lépine nous faisait entrevoir les projets de M. Bérenger ; c'était fort simple, disait-il, car il s'agissait seulement de la construction de baraquements, logis provisoires pour familles expulsées.

Voyons comment a évolué et a pris corps cette idée fort ingénieuse, qui consiste à demander la construction de baraquements sur des terrains tout proches de la Cité, en vue d'abriter provisoirement les familles nombreuses sans abri.

Dans une lettre adressée par M. le Sénateur Bérenger au Journal *Le Matin*, en date du 14 mai 1913, le grand philanthrope faisait un vibrant appel à toutes les personnes qu'émeuvent les misères des expulsés et les hor-

(1) Cf : compte rendu de l'Ass. Gén. de l'*Abri*, 29 mai 1913. Discours de M. Lépine, p. 18.

reurs de la rue, et qui voudraient bien apporter leur modeste part à la grande œuvre qu'il fondait.

Il exposait d'abord ce qui se faisait pour aider ces déshérités : d'une part, il redoutait pour ses propres protégés la publicité tapageuse d'un homme qui voulait se donner comme le seul et unique protecteur des locataires victimes d'expulsion, et qui voulait monopoliser les remèdes dans une sorte d'homéopathie déplorable. Il rendait hommage pourtant à son esprit d'humanité, mais, M. Bérenger ajoutait :

« Ses mises en scène tapageuses, ses procédés d'intimidation d'escalade et de violence me font craindre qu'il ne s'y trouve une plus grande part encore d'esprit de révolte contre la propriété et l'ordre social. C'est une sorte de charité révolutionnaire ».

« Je ne conteste pas toutefois que son initiative, même sous cette forme, n'ait rendu, en fait, de réels services. Le plus important, à mon sens, est d'avoir éveillé la conscience de ceux qui n'apportent dans leur désir de soulager la misère humaine, qu'un simple et pur sentiment de charité ou de solidarité sociales, et de leur avoir démontré, par d'irrésistibles preuves, que cette question des familles nombreuses n'a pas, jusqu'à présent, suffisamment intéressé leur prévoyance » (1).

D'autre part, M. Bérenger passait en revue les autres œuvres et faisait l'éloge mérité de l'*Abri*.

(1) M. Bérenger au journal *Le Matin*, 14 mai 1913.

Il appréciait à leur valeur les sociétés d'habitations à bon marché, découvrant toutefois les mêmes inconvénients que ceux par nous précédemment signalés.

Puis, il constatait les nombreuses démolitions d'anciennes maisons entraînant dans leur chute la misère de bien des ménages.

Aussi, devant une situation aussi effrayante, M. Béranger exposait son but et la simplicité de sa réalisation.

« Il faut, disait-il, avant tout, instituer un abri toujours ouvert à la misère imméritée, cet abri fut-il médiocre et de courte durée. La conception n'en paraît pas irréalisable. Est-il besoin, en effet, pour ceux qui quittent des logis à peine habitables, de logements confortables auxquels se plaît l'art de nos architectes ? Un campement en planches suffit souvent — et pour de longs séjours — à nos soldats. Pourquoi chercher ailleurs ? »

« Des baraquements édifiés dans les quartiers peuplés, sur des terrains que les villes — celle de Paris, notamment — s'empresseraient assurément de livrer gratuitement ou moyennant un loyer de faveur à l'œuvre à créer, offriraient un asile suffisant aux sans-logis. Voilà la solution pratique et presque immédiatement réalisable. »

M. Béranger expliquait enfin toutes les œuvres sociales accessoires (Placement, Ecoles Professionnelles, Crèches, etc.) qui se créeraient afin de faire subsister la famille, tant au point de vue moral qu'au point de vue

naturel. Confiant dans les encouragements que de hautes personnalités lui prodiguaient, il commençait la réalisation pratique de son idée.

Vers la même époque un grand journal parisien, l'*Eclair*, entreprenait une campagne en faveur des familles nombreuses, et nous avons vu précédemment le succès du Concours qu'il avait organisé.

Or, dans le numéro du 19 juin 1913, nous voyons que M. le Sénateur Béranger, qui s'était associé l'un des premiers à ce concours, avait recueilli, tant des sociétés que de la Ville de Paris, et des particuliers la magnifique somme de 275.000 francs. Le succès de cette entreprise n'était plus douteux (1).

Mais le but poursuivi n'était pas aisé à réaliser : car la généreuse initiative de ce grand bienfaiteur rencontra bien vite un obstacle désespérant en la personne de l'Administration.

Il serait intéressant de retracer cette lutte énergique et persévérante ; cette histoire instructive, hélas ! pour tous les Français, a été exposée par M. Béranger lui-même dans sa *Lettre au Conseil Municipal*.

Résumons-la en quelques lignes.

Tout d'abord, M. Béranger remercie le Conseil Municipal du crédit de 200.000 francs, qu'il vient de lui voter.

Puis il explique les formalités nombreuses, les diffi-

(1) *Eclair* du 19 juin 1913, p. 2, 1^{re} colonne.

cultés presque insurmontables qu'il rencontra dans ses rapports avec la ville et, le croirait-on, avec l'Assistance Publique, de même, pour l'occupation de certains terrains, dans ses rapports avec le Ministère de l'Instruction Publique, des Finances et le Ministère de la Guerre.

Le récit de ces difficultés est en dehors du cadre de notre étude, nous ne nous y arrêtons point.

M. Béranger adressait un pressant appel au Conseil Municipal qui devait, en fin de compte, décider de tous ces conflits, car l'Administration ne pouvait, disait-elle, engager la Ville de Paris, quant aux terrains des fortifications sans l'assentiment du Conseil Municipal.

Cet appel restant toujours sans réponse, il fallait donc s'orienter d'un autre côté.

Le 29 octobre 1913, M. le Sénateur Béranger nous confiait oralement ce qu'était devenue son œuvre et ce qu'étaient ses projets.

En vue d'aboutir, au plus tôt, à un résultat positif, la nouvelle œuvre était en pourparlers en vue d'acheter un terrain *en dehors de Paris*, pour y faire construire des abris provisoires pour les familles sans logis. Les terrains dans Paris sont en effet trop chers.

L'œuvre avait recueilli à cette date environ 100.000 fr. par voie de souscriptions privées et par l'intermédiaire de la Presse ; elle disposait, en outre, de la moitié du crédit de 200.000 francs voté par le Conseil Municipal et

payable en deux années. A ce moment-là elle était donc à la tête de 200.000 francs environ.

L'achat du terrain pour lequel l'Œuvre était en pourparlers devait coûter à peu près 100.000 francs.

M. Bérenger estimait à cette époque que l'Œuvre ne disposait pas de capitaux suffisants pour fonctionner.

Il fallait attendre d'avoir de l'argent.

En résumé, l'Œuvre était lancée cependant ; elle était toujours dans la période de début, il n'y avait pas encore eu de résultats pratiques.

Mais à force d'efforts réitérés, M. Bérenger est parvenu enfin au succès et nous sommes heureux de lire dans le numéro du journal *le Temps* du 19 janvier 1914 (1) que la réalisation de l'Œuvre est chose faite.

Une Assemblée Générale de souscripteurs de l'Œuvre a été tenue le 18 janvier.

Elle définit ainsi ses attributions :

Cette association a pour but de créer ou de procurer, dans des habitations privées, des logements temporaires où seront recueillies les familles sans abri, ayant plus de trois enfants à leur charge, pendant le temps nécessaire pour qu'elles puissent trouver un logement en rapport avec leurs salaires. Elle leur donne une assistance charitable en aidant les parents à se procurer du travail ou à retourner, s'il y a lieu, dans leur pays d'origine.

(1) *Temps* du lundi 19 janvier 1914. Mouvement social.

Le terrain est enfin trouvé à Gentilly.

Le prix de son acquisition est de 51.000 francs, grâce à la bonne volonté du propriétaire.

Après les explications de M. Bérenger, l'association a été définitivement constituée sous le nom d'*Association du logis temporaire pour familles nombreuses* ; l'acquisition du terrain de Gentilly a été ratifiée, et l'Assemblée a décidé de demander la reconnaissance de l'association comme d'utilité publique.

Le conseil d'administration de la nouvelle société est composé ainsi :

Président : M. René Bérenger, sénateur, membre de l'Institut ; vice-présidents : MM. Lépine et Maurice Sabatier, membres de l'Institut ; vice-présidente : M^{me} Gustave Roy-Mirabaud ; secrétaire général, M. Edmon Juge ; trésorier : M. Lortat-Jacob ; membres : M^{mes} Claire Oster, Georges Coulon, Auguste Luling, MM. Paul Bérenger, Frédéric Brunet, Georges Cahen, Maurice Dufourmantelle, Louis Feine, comte Arnaud de Gramont, de l'Institut, Berthold Margulies.

Nous avons tenu à citer les noms des membres du Conseil d'Administration, car ils appartiennent tous à des œuvres sociales où ils s'occupent de ces questions avec compétence.

Ainsi l'avenir de cette association doit-il être entrevu sous un jour favorable.

Les fonds affluent, le terrain est trouvé enfin, et surtout, elle est gérée par des hommes d'expérience habi-

tués, soit dans les sociétés dont ils font déjà partie, soit par leurs travaux, à étudier et à résoudre même quelques-uns des graves problèmes du paupérisme et de l'assistance.

Aussi nous sommes heureux d'augurer que l'œuvre entreprise par M. Béranger ira toujours se développant, grâce à la persévérante et à l'inlassable ténacité de son fondateur (1). Ce sera là une nouvelle victoire de cet homme de bien.

(1) *Revue politique et parlementaire*, n° du 10 janvier 1914. Article de M. Georges Cahen (Les familles nombreuses et l'Assistance publique, p. 71).

CHAPITRE IV

LES CAISSES D'ÉPARGNE DE LOYERS

Nous avons analysé jusqu'à présent les œuvres qui s'occupent de secourir la misère, de venir en aide à des malheureux qui ne peuvent rester dans leur modeste logement, parce qu'ils n'ont pas eu assez de prévoyance pour économiser la somme nécessaire à abriter la famille, ou parce qu'un malheur subit (décès, maladie, dommages, revers quelconques) est venu les surprendre et les a mis dans l'impossibilité matérielle de payer leur terme.

Le remède est donc apporté au moment où la crise se révèle, où elle est en quelque sorte avérée, où il est nécessaire d'agir vite et à propos.

Nous avons remarqué, toutefois, que ces œuvres s'efforçaient de ne pas renouveler les secours à leurs protégés, que l'*Abri* en faisait même une règle absolue. Elle ne voulait pas encourager la paresse et l'imprévoyance, elle tâchait de fortifier la famille que la ruine menaçait.

Mais il n'en est pas moins vrai que ces associations

pratiquent l'aumône dans une large mesure. S'il est exact que le protégé apportait une part importante à son relèvement social, il est d'autre part non moins certain qu'il ne pouvait se relever seul. Ces sociétés sont des œuvres charitables, dont les ressources proviennent de dons ou de cotisations. Mais l'individu lui-même ne contribue pas du tout au fonctionnement de la société par ses propres deniers.

Et c'est justement ce qui fait le caractère original des caisses d'Epargne des loyers ; c'est qu'elles n'existent que par la contribution pécuniaire du bénéficiaire ; c'est lui qui est le propre facteur de l'œuvre qui le secourt ; il économise durant de longues semaines ; sa persévérance est récompensée par des *primes*, mais le loyer est payé par lui et, pour ainsi dire, sans qu'il s'en aperçoive. Son esprit de prévoyance et d'épargne se développe et se fortifie. Ces œuvres empêchent la misère presque inévitable : elles sont un remède préventif au paupérisme en même temps qu'elles sont un merveilleux moyen d'éducation sociale.

Nous allons donc les étudier, et de même que pour les œuvres de secours de loyers, il y a pour les caisses d'épargne, une association qui domine de beaucoup les autres : *l'Amélioration du logement ouvrier, 91, rue du Moulin-Vert*. Nous examinerons dans une deuxième partie les sociétés secondaires : Société de Saint-Vincent de Paul ; la Caisse d'Epargne pour petits loyers ; la Caisse d'Economie pour les loyers ; la Société Ano-

nyrne du logement de Plaisance ; la maison de la Providence, et certaines œuvres paroissiales.

§ 1° L'Amélioration du logement ouvrier. — Caisse de Loyers.

Cette société est de fondation relativement récente. Elle a été créée dans le XIV^e arrondissement où nous trouvons la section type de l'œuvre.

Son but est très simple : les fondateurs ont constaté que l'ouvrier, incapable souvent d'établir la stabilité du budget de sa famille, et généralement peu prévoyant, voit arriver avec terreur l'échéance du terme ; il lui est parfois même impossible, par suite de salaires insuffisants, chômages, grèves, de mettre de côté l'argent nécessaire à son logement : l'emprunt n'est pour lui qu'un moyen de se ruiner plus vite, alors, il est obligé de déménager, de vendre son mobilier, et, malheureusement, dans beaucoup de cas, d'échouer lui et sa famille dans un hôtel meublé.

L'œuvre a donc pour mission de porter un remède à cette situation.

« *La Caisse des loyers* (1), qui est l'organe essentiel de l'œuvre, a pour but de faciliter aux ouvriers la prévoyance, en leur faisant économiser, par des versements hebdomadaires au bureau de la société, la somme

(1) *Amélioration du logement ouvrier. Caisse de loyers.*

nécessaire à l'acquittement du terme. Un système de prime facilite ce paiement aux familles trop pauvres pour verser intégralement leur loyer, et récompense, en la stimulant, leur bonne volonté. »

C'est en effet ce qui fait l'objet des articles 1 et 2 du règlement.

Art. 1^{er}. — Les caisses de loyers de *l'Amélioration du logement ouvrier* ont été créées en vue de faciliter aux familles ouvrières l'économie et le paiement de leur loyer. A cet effet, les Caisses de Loyers reçoivent chaque semaine les sommes qu'on veut bien leur confier ; ces sommes sont rendues au déposant, à la fin du trimestre avec un intérêt de 1 0/0 par trimestre, soit 4 0/0 par an.

Art. 2. — Les membres des Caisses de loyers sont tenus d'apporter leurs économies la semaine qui suit la paye ; les versements doivent être aussi forts au début du trimestre qu'à la fin. Cette épargne régulière est le seul moyen d'éviter l'affolement au moment du terme.

Des bons-primes sont distribués aux familles qui versent régulièrement aux caisses de loyers. La famille reçoit douze bons la première semaine du terme, onze la deuxième, dix la troisième, et ainsi de suite jusqu'à un bon la dernière semaine.

Ces bons sont échangés au commencement de chaque trimestre, en objets de ménage, vaisselle, casseroles, linge, etc.

Ces primes sont plus ou moins fortes selon la misère

de la famille et sont calculées en raison inverse des ressources. Elles diminuent et finissent par être supprimées, car la société ne veut pas encourager la mendicité.

La prime diminue et tend à disparaître à mesure que la situation de la famille s'améliore... La famille admise au bénéfice d'une prime doit agir avec la plus grande délicatesse vis-à-vis de la société : elle doit avertir la société des changements survenus dans sa situation. Agir autrement serait voler plus pauvre que soi (Art. V du règlement).

Quelquefois dans des cas particulièrement difficiles, la société accorde des secours de loyers (article II du règlement).

Voilà donc le but essentiel de l'œuvre. Mais ses dirigeants ont étendu plus loin leur action ; ils luttent contre l'insalubrité du logement, par la désinfection, les affiches, le signalement au service municipal de l'état de salubrité et d'hygiène des immeubles dangereux pour la santé publique.

M. Rivière, président de la société d'économie sociale, résumait en quelques lignes cette profonde action : « La société vise aussi à améliorer le foyer des familles ouvrières et à élever ainsi le niveau moral des intéressés. Ses visiteurs ont mission de répandre dans les faubourgs les idées d'assainissement et d'hygiène du logement. Les dames excellent dans ce rôle d'éducatrices ; elles savent enseigner aux ménagères l'art de rendre

leur foyer aussi agréable que possible pour le leur faire aimer (1).

Un service d'ameublement et un service de garde-meubles ont été créés.

Enfin, se rendant compte que les maisons ouvrières actuelles ne sont pour la plupart que des taudis, elle a tenu à participer à la construction de nouveaux logements en devenant actionnaire de *la Société anonyme des logements économiques pour familles nombreuses* et de la Société anonyme *le Foyer* pour près de 400.000 francs.

Enfin nous verrons que l'*Amélioration du logement ouvrier* patronne l'œuvre toute récente de *L'habitation Familiale* fondée en 1912 et qui a son siège, 92 rue du Moulin-Vert, au siège de l'association.

Nous venons d'analyser le but de la Caisse des loyers, examinons son fonctionnement.

Il est des plus simples et semblable, comme administration centrale, à l'*Abri*.

L'association (2) se compose de membres fondateurs, donateurs, souscripteurs et adhérents.

Les membres sont admis par le conseil d'administration.

Pour être membre fondateur, il faut verser une cotisation annuelle de 100 francs.

(1) *Revue philanthropique*, n° du 15 juillet 1911. Art. de M. Rivière, p. 289 et 290.

(2) *Amélioration des logements ouvriers*. Notice, statuts.

Pour être membre donateur, il faut verser une cotisation annuelle de 40 francs.

Pour être membre souscripteur, il faut verser une cotisation annuelle de 12 francs, au moins.

Le minimum de la cotisation des membres adhérents est de 1 franc par an.

Les cotisations des membres fondateurs et donateurs peuvent être rachetées par le versement d'une somme égale à 5 fois leur valeur.

Le conseil d'administration est composé de 6 membres au moins et de 12 au plus, élus pour 3 ans par l'Assemblée Générale.

La société se subdivise en sections, actuellement au nombre de 16 sections d'arrondissement.

Ces sections peuvent à leur tour diviser leurs efforts et former même un ensemble de petites œuvres sociales réunies.

A titre d'exemple, citons la section du xiv^e arrondissement qui comprend :

Un garde-meubles ;

Un vestiaire ;

Un service de consultations de nourrissons ;

Un service de consultations juridiques ;

Et un comité d'assistance des vieillards et incurables.

Mais une société semblable a besoin de grandes disponibilités ; bien que théoriquement elle n'accorde ni secours ni aumônes, l'ouvrier seul ne suffirait pas, par son apport, à assurer l'existence de l'œuvre.

Les recettes annuelles de l'association se composent (1) :

1° Des recettes et souscriptions de ses membres ;

2° Des subventions qui pourront lui être accordées ;

3° Du produit des libéralités dont l'emploi immédiat a été approuvé ;

4° Des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;

5° Du revenu de ses biens de toute nature.

Le fonds de réserve se compose de (2) :

1° La dotation ;

2° Le dixième au moins du revenu des biens de l'association ;

3° ; Les sommes versées pour le rachat des cotisations ;

4° Le capital provenant des libéralités autorisées, à moins que l'emploi immédiat n'en ait été approuvé.

Art 13. — Le fonds de réserve est placé en rentes nominatives sur l'Etat ou en obligations nominatives sur chemins de fer dont le minimum d'intérêts est garanti par l'Etat ; il peut être également employé soit en acquisition d'immeubles nécessaires au but poursuivi par l'As-

(1) *Amélioration du logement ouvrier.* Art. 14 des statuts.

(2) *Amélioration du logement ouvrier.* Art. 12 et 13 des statuts.

sociation, soit en souscriptions d'actions ou obligations nominatives de sociétés ayant pour objet la construction et l'exploitation d'habitations ouvrières, soit en prêts hypothécaires, pourvu que le montant de ces prêts, réuni aux sommes garanties par les autres inscriptions qui grèvent l'immeuble, ne dépasse pas les deux tiers de sa valeur limitative ;

Insistons maintenant sur l'organisation d'un comité local, mais seulement au point de vue de la Caisse des loyers, car nous n'avons pas à nous occuper ici des œuvres annexes.

Chaque comité local est composé de 10 à 20 personnes, « *les visiteurs* » qui font les enquêtes, répartissent les secours, administrent la caisse, surveillent la situation exacte de la famille, réglementent les primes, contrôlent leur versement. Leur action est donc très étendue et très efficace.

Il est remis à chaque ouvrier adhérent à la Caisse un carnet de versements, contenant, en couverture, les principaux renseignements concernant la section à laquelle il appartient.

Chaque semaine l'adhérent se rend au siège de la Caisse et fait un versement calculé d'après son loyer et en déduction des primes s'il est nécessaire ; on inscrit sur ce carnet ce versement.

Voici d'ailleurs à titre documentaire comment sont disposées les pages de ce petit carnet :

ner la situation de la famille chez laquelle il a été appelé pour la première fois, il se rend compte *de visu* des besoins de cette famille et les consigne dans un tableau conforme au modèle ci-dessous :

Famille

Adresse

Visiteur

DEMANDES DE LA FAMILLE

Dates des visites	<i>Cette feuille est un brouillon sur lequel le visiteur note ses impressions, le détail de ses visites, et discute les décisions à prendre.</i>
<i>En général ne rien décider avant deux ou trois visites.</i>	<i>Il établit un parallèle entre les efforts qui seront demandés à la famille et l'assistance qu'il convient de lui donner, en n'oubliant pas le principe : provoquer le maximum d'efforts pour le minimum de secours.</i> <i>Le visiteur n'oubliera pas d'indiquer la solution intervenue.</i>

De son côté, le comité compose un dossier pour chacun de ses adhérents : tous les renseignements s'y trouvent et l'*Amélioration du logement ouvrier* a été, par l'organisation de ses dossiers, la véritable fondatrice des Unions d'œuvres que nous étudierons plus loin ; les renseignements concernant l'intéressé sont consignés dans des feuilles toutes prêtes que le visiteur n'a qu'à remplir, comme il est indiqué dans le tableau ci-contre :

L'AMÉLIORATION DU LOGEMENT OUVRIER

92, rue du Moulin-Vert, 92

ASSOCIATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Date : Année Nom

Section du Arrondissement Ville et { de l'homme.....

Enquêteur : d'origine { de la femme

Domiciles successifs (Indiquer dans () s'il s'agit d'un hôtel meublé)	Depuis quelle époque ?	Montant du Loyer		
		par An	Trimestre	p. Jour
Précédent domicile :				
1. (.....)				
2. (.....)				
3. (.....)				
4. (.....)				

	Année de la Nais- sance	Etat des santés (N'indi- quer que les états chro- niques)	Profession Ecoles, Patro- nages	Préciser, dans la profession, la catégorie ou la spécialisation de l'ouvrier	Taux habituel des salaires dans la profession	Taux déclaré par l'ouvrier
1 ^o Père.						
2 ^o Mère.						
Enfants	Sexe					
3 ^o						
4 ^o						
5 ^o						
6 ^o						
7 ^o						
8 ^o						

DESCRIPTION ET TENUE DU LOGEMENT

	1 ^{er} domicile	2 ^e domicile	3 ^e domicile	4 ^e domicile
Adresse. Indiquer si 1 ^o l'im- meuble, 2 ^o le logement doivent être signalés à la Commission des logements insalubres, Préfecture de la Seine.				
Description du logement : 1 ^o nombre de pièces ; 2 ^e ca- binets sans fenêtres ; 3 ^o nombre de lits par pièce ; 4 ^o promiscuités.				
Description du mobilier.				
Indications relatives à la propreté du logement et des personnes et aux ca- pacités ménagères de la mère.				

Causes réelles et profondes de la misère.

Ne pas discuter dans ce cadre la demande de la famille, mais rechercher l'origine vraie et profonde de la misère (maladies, charges excessives, insuffisance des salaires, alcoolisme, désordre, etc.)

Le visiteur pourra
indiquer quel serait
selon lui le remède
idéal.

Mais allant plus avant encore dans l'intimité des familles secourues, on établit le petit budget de chacune d'elles afin de mieux apprécier leur situation. Ce travail est fait d'après les indications de l'état auquel on ajoute un petit résumé de l'histoire de la famille.

CALCUL DES RESSOURCES ET DES CHARGES

(à réviser TOUS LES TRIMESTRES en vue des primes à accorder;
faire les calculs d'après les conditions de travail du trimestre précédent).

GAIN moyen par jour. — Pour connaître ce gain moyen par jour pendant un trimestre, le visiteur multiplie le chiffre du salaire quotidien par celui des jours pendant lesquels l'ouvrier a travaillé durant le trimestre; puis il divise le chiffre ainsi obtenu par les 90 jours du trimestre.

	Année 191				Année 191				Année 191				Année 191			
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1 ^o Père . . .																
2 ^o Mère . . .																
3 ^o 1 ^{er} enfant.																
4 ^o 2 ^e enfant.																
5 ^o 3 ^e enfant.																

Indiquer
la provenance

Calcul par jour des autres ressources
(Secours de l'Assistance Publique ou Privée, Rentes, Pensions, etc.)

Total des ressources par jour

Calcul des Charges par jour (Loyer par jour)

Indiquer de quelle
charge il s'agit

Autres charges par jour
(Enfants en nourrice, en pension, dette alimentaire aux parents)

Total des charges

Restant des ressources par jour

(Soustraire le total des charges de celui des ressources)

Pour savoir ce qui reste pour l'entretien de chacun des membres de la famille diviser le chiffre précédent par le nombre des membres de la famille.

Nota. — Avant de voter la prime, tenir compte non seulement des chiffres du trimestre écoulé mais encore des chiffres probables du trimestre en cours.

L'œuvre a donc, par la constitution de ses dossiers, le plus remarquable répertoire de charité qui existe, et on peut se rendre compte aisément de l'importance de ces petits dossiers dans la formation des Unions.

Ce serait un modèle-type, et assurément c'est sur le modèle de cette œuvre qu'elles sont organisées.

D'ailleurs la Société du logement ouvrier a eu maintes fois l'occasion de communiquer ces dossiers à d'autres sociétés de charité qui peuvent ainsi travailler, de leur côté, d'une façon plus féconde et plus efficace.

Aussi que de progrès l'œuvre a-t-elle réalisés ; un petit aperçu historique nous l'enseignera.

En 1911, la société existe depuis huit ans, elle a pu se construire un véritable petit palais social, dans la rue du Moulin-Vert.

L'Œuvre s'est développée d'après le but que nous venons de voir et s'est particulièrement réalisée dans le XIV^e arrondissement, où elle constitue l'*Association Ouvrière Familiale*.

Cette association offre aux familles honnêtes et laborieuses du quartier, sans distinction de croyances ou d'opinions, le moyen de se connaître, de s'unir pour la défense de leurs intérêts communs ; de se prêter une aide mutuelle, de prendre des distractions qui reposent du labeur quotidien, tout en élevant l'esprit. A la différence des patronages, qui rendent assurément de grands services, mais qui ont le tort de séparer l'enfant de ses parents, le frère de la sœur, elle s'adresse à la famille

tout entière et en resserre les liens, au lieu de les distendre. Elle organise, tous les samedis soirs, des lectures, des conférences, des concerts ; elle se réunit, en outre, souvent le dimanche, soit pour des banquets à bon marché, soit pour des promenades à Paris, ou dans les environs : elle procure aux plus jeunes de ses membres des cours d'enseignement ménager, de coupe, de couture, de musique et de chant. En mettant cette salle à la disposition de l'*Association Ouvrière Familiale* pour tous les jours où elle en aura besoin, moyennant un loyer annuel, l'association s'est réservé la faculté de la louer à d'autres associations, quel qu'en soit l'objet, à l'exclusion seulement de celles qui auraient un caractère politique ou cultuel.

On transforme l'éducation familiale, on installe confortablement le garde-meubles, on devient locataire pour 30 ans de la société des logements économiques dans de vastes locaux. Mais le développement constant de l'œuvre justifiait cette extension.

Lès cotisations des membres fondateurs sont montées de 3.200 à 4.400 ; celles des donateurs, de 2.070 à 2.419 francs ; celles des souscripteurs et adhérents de 2.110 francs à 3.100 francs (1).

Le produit de la vente de charité, en 1910, a dépassé de 1.800 francs environ celui de l'année précédente ; il s'est

(1) Rapport Ass. Gén. de l'*Association du logement ouvrier*, 28 mai 1911.

élevé à 13.260 francs. Les versements à la Caisse des loyers se sont élevés à 66.329 fr. 75, alors qu'ils étaient seulement de 20.923 fr. 85 en 1908, et de 37.205 fr. 20 en 1909. Ils ont donc plus que triplé en l'espace de trois ans. Il n'y a pas de constatation qui puisse nous réjouir davantage, car elle prouve de quel succès ont été couronnés les efforts de l'œuvre pour développer dans la classe ouvrière l'esprit de prévoyance et d'économie.

Les primes de loyer n'ont pas augmenté dans la même proportion ; tandis qu'elles étaient de 4.155 francs en 1908, et de 8.454 francs en 1909, elles se sont élevées seulement à 10.417 fr. 80.

Elles sont donc aujourd'hui inférieures au sixième des versements effectués par les familles, alors qu'elles étaient, il y a deux ans, égales au cinquième.

Aussi M. Coquelin, le secrétaire, se réjouit à bon droit de ces résultats qui réalisent l'idéal rêvé.

« Cet idéal étant de relever, dit-il (1), les familles que nous assistons, et par conséquent de les habituer à se passer de nous, à se suffire à elles-mêmes, nous devons tendre à diminuer les primes, sans que diminuent les versements, et même à obtenir que ceux-ci continuent malgré la suppression de toutes primes. C'est le résultat que nous avons atteint dans plusieurs sections, où un certain nombre de familles versent à la caisse du loyer,

(1) Rapport Ass. Gén. de l'Association du logement ouvrier, 28 mai 1911.

sans recevoir d'autres rémunérations que l'intérêt annuel à 4 0 0. Celles-là ont compris quels services leur rendait la caisse des loyers en les obligeant à une épargne régulière et en les défendant elles-mêmes contre la tentation de dépenser au jour le jour la somme nécessaire au paiement du terme. Le meilleur témoignage que nous puissions nous rendre est d'avoir fait sur ce point leur éducation. »

Les secours de loyers s'élèvent à 5.367 francs inférieurs de 2.000 francs à ce qu'ils étaient en 1909. Nous devons nous en féliciter, car cette diminution s'est produite au profit des primes.

Puis un certain nombre de secours divers ont été accordés, et les résultats de l'année 1910 sont indiqués dans le tableau suivant (1) :

Sections	Verse- ment à la caisse des loyers	Primes de loyers	Secours de loyers	Achats de mobiliier	Secours divers
arrondts					
4 ^e	110	10 75			
5 ^e	4.791	974 85	141 25	192 10	663
13 ^e	9.978 95	1.743 70	187 50	46 45	990 75
14 ^e	28.185 45	4.109 95	3.866 85	1.706	5.577 35
15 ^e	4.442 20	763 75	260	53 75	550
16 ^e	2.500	970 85	371	96 90	
17 et 18 ^e	12.301 40	1.189 45	343 35	534 05	104 90
19 et 20 ^e	4.020 75	655	197 25	78	249 00
	66.329 75	10.417 80	5.367 20	2.712 25	8.135

(1) *Amélioration du logement ouvrier*. Rapport, Situation générale de la société, 1910, p. 5.

Enfin nous découvrons dans chaque rapport des tableaux récapitulatifs permettant de se rendre compte de la vie morale et pécuniaire de l'œuvre par section. Nous citerons un de ces tableaux par chaque arrondissement car ils nous montrent toutes les transformations et les progrès réalisés.

Sections	Familles visitées	Familles assistées	Familles versant à la Caisse des Loyers
Arrondissements			
5 ^e	37	27	23
13 ^e	88	61	61
14 ^e { Groupe A	75	73	49
» B	91	90	50
» C	50	50	25
» D	56	52	26
15 ^e	19	18	14
16 ^e	24		
17 ^e	66	52	44
18 ^e			
19 ^e	34	20	6
20 ^e			
Total	540	465	320

Un compte-rendu financier sera le résumé de tout l'effort donné en cette année 1910.

Le chiffre des recettes est relativement élevé (1).

Cotisations rachetées.	3.800
» fondateurs	4.401
» donateurs	2.371

(1) Compte rendu financier, 1910, p. 13.

Souscripteurs et adhérents	3.101 25
Dons de bienfaiteurs.	9.574
» avec affectation spéciale	11.372 25
» pour colonies de vacances	950
Vente de charité	13.372 25
Intérêts des fonds.	742 90
Remboursement des prêts.	317 95
Vente de meubles.	322 80
Total.	50.213 40

Le total des dépenses s'élève à 45.449 fr. 05 dont 5.367 fr. 20 pour les secours de loyers et 10.417 fr. 80 pour les primes de loyers.

L'œuvre est donc en pleine activité. Qu'est-elle devenue en 1911 ? Nous trouvons la réponse à cette question dans les comptes rendus de l'Assemblée Générale de 1912.

L'œuvre a continué à progresser d'une façon remarquable au point de vue pécuniaire.

Les cotisations des membres donateurs se sont élevées de 2.871 francs à 3.440 francs ; celles des membres souscripteurs et adhérents de 3.701 francs à 4.302 fr. 50.

Le produit net de la vente de charité a été de 14.599 fr. 45 dépassant ainsi de 1.300 francs environ celui de l'année précédente.

Les primes de loyers, qui s'élevaient à 16 0 0 des sommes versées en 1910, n'atteignent plus aujourd'hui que 14 0 0. Et cela est conforme à la maxime du fondateur de l'Œuvre : provoquer le maximum d'efforts pour le minimum de secours.

Les versements à la caisse de loyers suivent une progression rapide (1).

Ils se sont élevés à 91.217 fr. 20 alors qu'ils étaient seulement de 20.923 fr. 85 en 1908, de 37.205 fr. 20 en 1909, et de 66.329 fr. 75 en 1910. Ils ont plus que quadruplé en l'espace de 4 ans et ont augmenté de 25.000 francs, au cours de la dernière année. Les habitudes de prévoyance et d'économie s'implantent donc bientôt dans les quartiers visités.

D'ailleurs le tableau récapitulatif donné à l'Assemblée générale résume d'une façon très claire tout le travail accompli dans les sections au cours de l'année 1911.

Sections	Verse- ments à la Caisse des loyers	Primes de loyers	Secours de loyers	Achats de mobilier	Secours divers
4 ^e arrondissement . .	969 50	178 50	68	177 50	60 50
5 ^e » . .	6.420 55	1.227 60	70	1 »	604 »
6 ^e » . .	13.444 60	3.030 65	116 »		12 »
14 ^e » . .	33.104 95	4.472 20	3.363 70	800 20	3.884 »
15 ^e » . .	5.798 45	764 55	121 »	326 90	838 50
16 ^e » . .	2.500 »	342 35	45 30	85 40	
12 ^e et 18 ^e » . .	15.791 85	1.196 35	246 »	319 75	405 »
19 ^e et 20 ^e » . .	9.521 50	1.116 »	537 »	93 50	393 »
Neuilly	1.670 25	296 »	35 »		25 »
Levallois-Perret . .	1.995 55	219 50	95 »		205 »
Totaux	91.217 20	12.843 70	4.697 »	1.804 25	6.427 »

Nous devons remarquer sur ce tableau la diminution de secours de loyers, ce qui pour l'œuvre est un progrès

(1) Rapport Ass. Gén. 10 mars 1912 (*Société pour l'amélioration du logement ouvrier*).

sérieux, car la prime remplace le secours, preuve d'une misère plus grande ou d'une moins grande prévoyance.

Notons que certaines sections (XIII^e, XIV^e, XV^e) commencent à introduire le système des bons en nature. On a installé un nouveau garde-meubles.

L'Œuvre a vu naître de nouvelles sections : Neuilly et Levallois-Perret, Paris ne suffisant plus à contenir son activité.

Donnons maintenant, comme pour l'année précédente, un tableau trimestriel qui sera très instructif (1).

	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
	Familles visitées	Familles versant à la Caisse des Loyers	Familles visitées	Familles versant à la Caisse des Loyers	Familles visitées	Familles versant à la Caisse des Loyers	Familles visitées	Familles versant à la Caisse des Loyers
4 ^e	28	1	19	4	24	7	26	1
5 ^e	76	40	65	47	48	40	63	42
13 ^e	115	90	119	88	117	83	119	91
14 ^e {	1	92	28	40	23	95	51	55
	2	103	36	106	40	90	38	113
	3	49	43	112	41	75	40	131
	4	160	66	130	58	105	40	180
15 ^e	58	33	54	36	42	44	64	48
16 ^e	15	14	16	15				
17 ^e	43	25	48	34	27	23	35	26
18 ^e	47	40	61	52	41	38	62	44
19 ^e et 20 ^e . . .	77	51	88	54	73	60	77	63
Levallois . . .	7	3	17	11	13	6	22	13
Neuilly	5	5	8	8	6	6	8	8
Totaux	875	475	883	511	752	477	955	519

(1) Rapport de l'année 1912 (*Amélioration du logement ouvrier*).

Quelles sont les conclusions à tirer de ce tableau ? Le nombre des familles visitées s'est considérablement accru. Si nous comparons les deux premiers trimestres des années 1910 et 1911, nous trouvons pour la première 540 familles et pour la seconde 875 familles. Le nombre des familles versant à la caisse des loyers a subi une progression analogue : il était de 320 dans le premier trimestre de 1910, il s'est élevé à 475 dans le trimestre correspondant de 1911. Enfin une exposition des ouvriers et artistes a été couronnée de plein succès ; plus de 400 artisans y ont participé et une foule nombreuse de visiteurs est venue admirer l'œuvre de ses protégés. Signalons pour terminer que l'Association avait entrepris une enquête sur le logement des familles nombreuses à Paris, qui a été menée à bonne fin, grâce au dévouement des visiteurs et visiteuses, grâce aussi au concours d'un grand nombre de sociétés charitables.

Sur 4.000 feuilles d'enquête qui avaient été imprimées et distribuées, 2.800 sont revenues remplies et ont été classées au siège social, où elles sont à la disposition de ceux qui voudraient les consulter.

Les résultats de cette enquête ont été résumés, pour le XIII^e arrondissement, dans un article très documenté du docteur Mangenot (1).

Nous avons d'ailleurs eu l'occasion d'examiner les dé-

(1) Rapport Ass. Gén. 10 mars 1912 (*Société pour l'amélioration du logement ouvrier*).

tails de cet article quand nous avons recherché les causes de la crise du logement.

Un compte rendu financier très éloquent par ses chiffres nous montre les nouveaux efforts réalisés.

Cotisations rachetées.	1.900 »
» fondateurs	4.470 »
» donateurs	3.140 »
Souscripteurs et adhérents	4.302 50
Dons de 50 actions à la Société des logements économiques	5.000 »
Dons	10.267 55
» avec affectations spéciales	9.504 85
» pour colonies de vacances	460 »
» pour frais d'aménagements	11.313 60
» pour le loyer du siège social.	4 400 »
» pour l'enregistrement du bail et les impôts	343 25
Dons pour la construction de maisonnettes pour familles nombreuses	2.500 »
Versé par les œuvres locataires pour leur part de loyers	1.054 »
Versé par les œuvres locataires pour leur part du secrétariat	180 »
Vente de charité	14.590 45
Intérêts des fonds et rentes	1.162 70
Remboursement de prêts	537 50
Secours retournés.	67 50
Total.	75.202 90

Les dépenses se sont élevées à 62.551 fr. 35 dont 4.697 francs pour les secours de loyers et 12.883 fr. 70 pour les primes de loyers.

Le compte rendu de l'exercice de la dernière année nous donnera la situation actuelle de cette œuvre.

Les recettes atteignent 90.135 fr. 75 dépassant de 15.000 francs environ celles des années précédentes, et

le travail des caisses de section s'est périodiquement accru. C'est ce qui découle du tableau suivant :

Sections	Verse- ments à la Caisse des Loyers	Primes de Loyers	Secours en nature	Secours de loyers	Achats de mobilier	Secours divers
Arrondissements						
4 ^e	2.186 50	130 55		192 »	78 75	
5 ^e	7.134 10	1.049 70		170 »	39 95	443 50
11 ^e et 12 ^e . .					12 50	
13 ^e	17.811 25	2.498 45		375 50	69 50	456 45
14 ^e	46.086 35	5.087 30	235 30	2.960 35	708 15	5.601 10
15 ^e	10.408 25	957 90		452 »	173 »	455 »
16 ^e	822 50	259 40		10 »	42 50	
17 ^e et 18 ^e . .	19.502 60	1.537 45	165 45	81 50	304 »	626 45
19 ^e et 20 ^e . .	11.887 10	1.388 75		228 50		205 »
Levallois . .	4.158 80	461 25		461 »	13 »	1.782 50
Neuilly . . .	4.056 »	612 50		41 »		25 »
Totaux . . .	124.053 85	13.991 25	395 75	4.971 85	1.441 35	9.595 »

Constatons d'abord la progression rapide et considérable suivie par les versements à la caisse des loyers. Ils étaient de 20.923 fr. 85 en 1908, de 37.205 fr. 20 en 1909, de 66.329 fr. 75 en 1910, de 91.217 fr. 20 en 1911. Ils sont aujourd'hui de 124.053 fr. 85. Ils ont donc augmenté en l'espace de cinq ans, dans la proportion de 1 à 6, et au cours du dernier exercice, par rapport au précédent, de 33.000 francs environ (1).

Les primes en argent n'ont pas suivi la même progression. Elles ne représentent plus aujourd'hui que 11,3 0/0 des versements, au lieu de 14 0/0 en 1911, et 16 0/0 en 1910.

(1) Amélioration du logement ouvrier. Ass. Gén. 8 mai 1913.

Les familles commencent à comprendre que la prime ne doit leur être accordée qu'en cas de besoin, et dans le dernier trimestre 1912, 150 familles y ont d'elles-mêmes renoncé pour favoriser d'autres familles plus malheureuses. Voilà un des plus beaux exemples de solidarité sociale que nous connaissions !

Aussi quand une œuvre a créé un tel état d'esprit, chez ceux qu'elle secourt, comment s'étonner du progrès incessant de l'œuvre. C'est ce que révèle le tableau trimestriel correspondant à celui des années antérieures.

Sections	1 ^{er} Trimestre		2 ^e Trimestre		3 ^e Trimestre		4 ^e Trimestre	
	Familles versant	Familles versant à la Caisse des Loyers	Familles visitées	Familles versant à la Caisse des Loyers	Familles visitées	Familles versant à la Caisse des Loyers	Familles visitées	Familles versant à la Caisse des Loyers
Arrondissements								
4 ^e	20	6	20	7	24	12	21	14
5 ^e	61	41	50	38	54	40	64	40
11 ^e et 12 ^e . . .			12	1	12	1	19	
13 ^e	138	94	79	66	135	92	140	97
9 ^e { 1 ^{er} groupe.	69	22	55	31	55	30	63	31
2 ^e »	116	43	92	16	83	23	93	42
3 ^e »	117	50	105	53	92	39	87	37
4 ^e »	186	73	175	66	105	77	142	69
15 ^e	69	54	76	68	63	53	65	64
16 ^e							10	3
17 ^e	40	31	52	39	55	37	56	38
18 ^e	56	46	56	45	57	47	64	52
19 ^e et 20 ^e . . .	100	79	98	75	88	67	89	69
Levallois-Perret	39	25	65	35	52	28	49	25
Neuilly . . .	14	13	16		19	17	19	14
Saint-Ouen . .							8	4
Totaux . .	1.025	577	951	540	894	563	989	599

Si l'on compare le dernier trimestre de l'année 1912, avec le trimestre correspondant de l'année 1911, on trouve une augmentation de 34 familles visitées et de 80 familles versant à la caisse des loyers ; la progression est analogue pour les autres trimestres.

Enfin, M. Maurice Coquelin, secrétaire, nous signale la fondation de la société l'*Habitation Familiale* (1).

La situation financière de l'œuvre est des plus prospères et le budget de l'année 1913 s'est parfaitement équilibré.

Subvention du Conseil générale de la Seine . . .	100	
Dons	9.330	65
Cotisations de fondateurs (100 fr.)	4.465	
Cotisations des donateurs (40 fr.)	3.334	
Cotisations de souscripteurs et adhérents (12 et 1 fr.)	4.313	
Dons avec affectations spéciales	15.828	90
Intérêts des fonds et rentes.	998	30
		38.669 85
Vente de charité.		18.137 50
Dons pour colonies de vacances		650
Sous-locations et remboursements de frais généraux	1.743	65
Dons pour loyer, impositions et frais de premier aménagement	13.590	
		15.333 65
Dons à capitaliser en actions de sociétés de constructions pour familles nombreuses . .	12.071	50
Cotisations rachetées	4.300	
		16.371 50
Remboursements de prêts		885 25
Vente de meubles		42 75
Secours retournés		225 25
		90.315 75

(1) Compte rendu de l'Ass. Gén. de l'Amélioration du logement ouvrier, p. 9 et suivantes.

Les dépenses s'élèvent à 70.729 fr.25 dont 4.971 fr. 85 pour le secours de loyers, et 13.991 fr. 25 pour les primes de loyers.

La société a d'autre part formé un fonds de réserve très important, et il nous a paru intéressant de donner ci-dessous la Balance des comptes telle qu'elle a été établie dans le rapport :

Actif au 31 janvier 1912

Réserve de :	
178 actions Société anonyme des Logements économiques pour familles nombreuses . . .	17.800 »
180 francs de rente 3 % nominative	5.839 80
5 obligations du Midi	2 052 50
En dépôt chez M. Leroy-Dupré	2.049 55
	27.741 85
Disponible au centre et dans les caisses des différentes sections	20.797 85
	48.539 70
	138.855 45

Actif au 31 janvier 1913

Réserve de :	
419 actions Société anonyme des Logements économiques pour familles nombreuses, entièrement libérées	33 338 »
38 actions l'Habitation Familiale, entièrement libérées.	3.800 »
5 obligations Midi	2.052 50
180 francs de rente 3 % nominative	5.839 80
En dépôt au Comptoir National d'Escompte	1.412 70
	46.443 »
Disponible au centre et dans les caisses des différentes sections	21.682 50
	68.125 50
	138.855 45

Nous avons constaté, en étudiant l'*Abri*, que le secours de loyer immédiat, au moment du terme, était très utile aux malheureux et que souvent, cette somme une fois payée, lorsqu'une famille subissait une crise aiguë, il avait permis à celle-ci, le gîte étant assuré, de gagner du temps et enfin de se relever. Mais ce relèvement est simplement du domaine de la charité et il y avait place, à côté à l'*Abri*, pour une œuvre aux fins supérieures et plus hautes. Une fois la famille arrachée à la rue, il fallait lui donner le moyen d'assurer, dans la limite du possible, la sécurité de l'avenir. C'est ce qu'a fait la société pour l'*Amélioration du logement ouvrier*. C'est avant tout, comme nous l'avons vu, une œuvre de relèvement moral qui consiste à donner aux familles ouvrières l'habitude de l'économie et de l'épargne. Nombreux sont les ménages d'ouvriers qui peuvent arriver à payer, tant bien que mal, une chambre à la semaine à un logeur rapace et qui ne pourraient trouver, au bout du trimestre, l'argent nécessaire pour régler leur terme !

La *Société du logement ouvrier*, en acceptant un paiement à la semaine, qu'elle encourage par une prime, demande au bénéficiaire un effort moindre que celui qu'il ferait pour payer une mauvaise chambre meublée, et lui assure, en échange, le calme, la tranquillité et la dignité du foyer, tout en lui évitant la promiscuité dangereuse de l'hôtel garni.

Le visiteur de la société, en contact fréquent avec la famille, lui apporte la consolation morale, l'aide de ses

encouragements et de ses conseils ; il s'attache à démontrer à l'ouvrier qu'avec un peu de bonne volonté et d'énergie le foyer peut être conservé.

Enfin, la quantité considérable de documents et de dossiers que la société a réunis sur les familles nombreuses et nécessiteuses, les statistiques détaillées qu'elle possède, constitue une véritable documentation vivante contenant toute l'histoire de la famille ouvrière, documentation qui permet aux œuvres, aux unions d'œuvres, et aux personnes qui s'occupent de cette question sociale : le loyer du pauvre, de diriger et de coordonner leurs efforts avec sûreté en vue de secourir les vrais déshérités et de faire le plus de bien possible.

§ 2 — Œuvres Secondaires.

a . — *Société de Saint-Vincent de Paul.*

Une œuvre de charité qui s'est acquise la reconnaissance unanime des pauvres, c'est la *Société de Saint-Vincent de Paul*, 6, rue Furstemberg à Paris, qui secourt annuellement des milliers de familles, et dont les progrès tiennent tant à son ancienneté qu'à son organisation par paroisse, dans lesquelles des comités locaux ont tout pouvoir pour développer leur propre initiative dans tous les domaines où l'on peut faire le bien. Cette grande indépendance a facilité la réalisation de projets intéressants

dont on a pu apprécier les services avant de les étendre à l'œuvre entière.

C'est grâce à ces conditions que naquit, bien avant toutes autres œuvres, la première caisse de loyers qui ait existé : la Caisse de la conférence de Saint-Sulpice en 1844. C'est par conséquent la doyenne de toutes les sociétés de ce genre. Le succès de cette caisse fut tel qu'en 1876, une notice « caisse d'économie » était publiée au siège de la société. L'auteur de cette notice a expliqué le fonctionnement très simple de la caisse et émettait le souhait que toutes les œuvres de Saint-Vincent de Paul s'en inspirassent.

Enfin, un dernier mouvement se produisit pour la création de ces caisses dans les paroisses où elles n'existaient pas encore, et, en février 1911, dans le Congrès diocésain tenu sous la Présidence du Cardinal Amette, Archevêque de Paris, le vœu suivant fut émis : « que les caisses de loyers soient multipliées par les soins des sociétés de *Saint-Vincent de Paul* ».

En fait, actuellement, presque toutes les conférences ont une caisse de loyers.

Nous signalions au début de ce paragraphe l'avantage des œuvres dont les comités, fonctionnant avec toute indépendance, ont tout pouvoir pour s'organiser à leur façon et par conséquent sont beaucoup plus libres pour faire des essais, pour tenter une sorte de science expérimentale de la charité : or précisément, dans cette matière, une idée nouvelle va être mise à exécution, idée que nous trouvons exposée de la façon suivante dans un

supplément au bulletin mensuel de la société de *Saint-Vincent de Paul* :

« Une autre réforme à opérer dans le fonctionnement de la caisse des loyers, c'est la substitution, à la prime égale pour toutes les familles, d'une prime variant pour chacune en raison directe de ses charges et en raison inverse de ses ressources. L'égalité mathématique n'est point l'équité. Les charges sont les enfants qui ne gagnent rien, ou moins qu'ils ne coûtent, les vieux parents, les infirmes, les malades ; puis le loyer que l'hygiène et la morale exigent plus lourd pour un logement plus grand quand la famille est nombreuse. On peut réduire à 5 0/0 et même à 3 0/0 la prime d'une famille qui a peu de charges et des ressources à peu près suffisantes, surtout lorsque l'habitude de la prévoyance est contractée et qu'on lui a fait obtenir les secours de l'Assistance auxquels elle a droit et qu'elle ignorait. La prime, au contraire, peut être portée à 12, 15, 20 0/0, quand les charges sont très lourdes et les ressources minimes. C'est un système qui devrait se généraliser pour toutes les caisses de loyers.

En résumé, dans cette partie de la charité comme dans toutes les autres, grâce à la grande souplesse de fonctionnement de l'œuvre, une caisse de loyers est ouverte dans chaque paroisse à tous les malheureux, que la société de *Saint-Vincent de Paul* secourt d'autre part si généreusement (1).

(1) Les caisses de loyers. Société *Saint-Vincent de Paul*.

b. — *Caisse d'épargne pour petits loyers.*

Nous avons analysé, plus haut, le fonctionnement de l'œuvre des sans abri fondée par la chambre syndicale des propriétés immobilières, et nous avons pu constater quel secours elle pouvait offrir à des locataires malheureux, qui hésitent à recourir à elles.

Une œuvre semblable a été créée par la *Chambre syndicale des propriétés immobilières de la Ville de Paris*, dans le but de faciliter aux petits locataires le paiement de leur loyer. Cette œuvre fonctionne dans les conditions ci-après : tout locataire occupant un logement de 480 francs et au-dessous, dans une maison dont le propriétaire aura adhéré à la fois à la Chambre Syndicale ci-dessus désignée, et à la Caisse d'Epargne pour petits loyers, sera admis à faire chaque semaine, à valoir sur le terme courant, un versement composé de multiples de un franc. Chaque versement fait sur le terme de loyers à payer sera productif d'une bonification de 1 0/0 par semaine.

Il ne pourra être versé : 1° au cours du premier mois que 30 0/0 du terme à payer ; 2° au cours des deux premiers mois, que 60 0/0 du terme à payer ; et 3° au cours du trimestre que 90 0/0 du terme à payer.

Toutefois, pour les loyers annuels de moins de 133 fr. 33, il pourra être versé : 1° au cours du premier mois 10 francs ; 2° au cours du deuxième mois 10 francs ;

3° et le complément du terme au cours du troisième mois.

Le trimestre est divisé en onze semaines de versement, dont la plus rapprochée du terme, la onzième appelée première semaine avant le terme, pour la facilité des calculs, sera celle qui comprendra le dernier dimanche du mois précédent celui du terme.

Tous les versements effectués : 1° Pendant la semaine appelée la première avant le terme seront productifs d'une bonification de 1 0/0 ;

2° Pendant la 2^e semaine d'une bonification de 2 0/0

3°	»	3°	»	»	3
4°	»	4°	»	»	4
5°	»	5°	»	»	5
6°	»	5°	»	»	6
7°	»	7°	»	»	7
8°	»	8°	»	»	8
9°	»	9°	»	»	9
10°	»	10°	»	»	10
11°	»	11°	»	»	11

Afin de donner au locataire le contrôle de ses versements, la somme de son loyer lui est remise l'avant-veille du terme avec une lettre adressée au propriétaire par la Chambre Syndicale des Propriétés Immobilières de la Ville de Paris, établissant le chiffre de la bonification afférente aux sommes versées et dont il lui sera tenu compte par le dit propriétaire ou son représentant (gérant ou concierge), pourvu que le terme soit intégralement payé le jour de l'échéance.

Voici d'ailleurs à titre documentaire un extrait du calendrier de versement :

Janvier-1		Février-2		Mars-3	
1 M	Terme	1 S	8 ^e semaine avant le terme, bonification 8 0/0	1 S	4 ^e semaine avant le terme, bonification 4 0/0
2 J		2 D		2 D	
3 V		3 L		3 L	
4 S		4 M		4 M	
5 D		5 M		5 M	
6 L		6 J		6 J	
7 M		7 V		7 V	
8 M		8 S		8 S	
9 J		9 D		9 D	
10 V	11 ^e semaine avant le terme, bonification 11 0/0	10 L	7 ^e semaine avant le terme, bonification 7 0/0	10 L	3 ^e semaine avant le terme, bonification 3 0/0
11 S		11 M		11 M	
12 D		12 M		12 M	
13 L		13 J		13 J	
14 M		14 V		14 V	
15 M		15 S		15 S	
16 J		16 D		16 D	
17 V		17 L		17 L	
18 S		18 M	6 ^e semaine avant le terme, bonification 6 0/0	18 M	2 ^e semaine avant le terme, bonification 2 0/0
19 D	10 ^e semaine avant le terme, bonification 10 0/0	19 M		19 M	
20 L		20 J		20 J	
21 M		21 V		21 V	
22 M		22 S		22 S	
23 J		23 D		23 D	
24 V		24 L		24 L	
25 S		25 M		25 M	
26 D		26 M	5 ^e semaine avant le terme, bonification 5 0/0	26 M	1 ^{re} semaine avant le terme, bonification 1 0/0
27 L	9 ^e semaine avant le terme, bonification 9 0/0	27 J		27 J	
28 M		28 V		28 V	
29 M				29 S	
30 J				30 D	
31 V				31 L	

L'œuvre entreprise par la Chambre syndicale mérite donc d'être encouragée et signalée surtout à l'attention

des familles nécessiteuses. Qu'il nous soit permis cependant de formuler une petite critique. Pourquoi a-t-on supprimé à l'article 1^{er} du règlement, au sujet des conditions que le locataire doit remplir, les mots : « s'il a au moins trois enfants ». Le maintien de cette clause n'aurait-il pas favorisé davantage les nombreuses familles et facilité leur installation, quand elles sont à la recherche d'un logement ?

c. — *Caisse d'économie pour Loyers.*

(95, rue de Reuilly.)

Cette œuvre a été fondée au lendemain de la guerre de 1870 par l'institution des Diaconesses. La Caisse était alimentée par des dames charitables du quartier.

Toutefois depuis quelques années, les fondatrices de l'œuvre sont décédées et leurs héritiers n'ont pas montré beaucoup d'empressement à continuer les dons. Nombreuses sont celles qui se sont désintéressées de l'œuvre. Les secours sont attribués de préférence aux familles chargées d'enfants.

Il y a des familles qui sont inscrites depuis plus de quinze ans.

Lorsque la situation d'une famille paraît s'être améliorée, on tâche de lui supprimer l'appui pécuniaire, sinon moral de l'œuvre, de manière que d'autres familles

plus nécessiteuses, et qui attendent leur tour, puissent en bénéficier.

Cette œuvre *n'intervient jamais directement auprès des propriétaires*, à cause des démarches et des complications que cela entraînerait pour une œuvre de petite envergure.

Quand une famille ne peut payer son terme par suite de chômage ou de maladie, comme l'œuvre ne peut assumer la charge de payer intégralement des termes, on adresse la famille nécessiteuse à la société l'*Abri*, à laquelle on la recommande. La Caisse d'Economie pour les loyers a actuellement de 25 à 30 familles inscrites sur ses registres.

Bien que cette œuvre soit peu importante, nous donnerons toutefois quelques renseignements sur son fonctionnement. C'est une caisse d'économie dans laquelle les familles peuvent déposer chaque semaine les réserves qu'elles doivent faire pour assurer, à la fin de chaque trimestre, le paiement de leurs loyers.

Dans ce but la caisse reçoit toutes les sommes versées par les familles pauvres, à partir de 1 franc. Les sommes doivent être versées partiellement chaque semaine et non en bloc à la fin du trimestre.

Les versements s'effectuent par les déposants chaque semaine entre les mains de la trésorière de l'œuvre, à une heure convenue.

Chaque dépôt effectué est inscrit sur un livret remis à chaque déposant et que celui-ci devra présenter à la tré-

sorière. Il est, en outre, constaté sur les registres ouverts à cet effet.

Si la somme entière du loyer, *moins dix francs*, a été versée pendant le courant du trimestre, à l'échéance du terme, la Caisse restituera au déposant la somme qu'il avait versée avec une *prime de dix francs*.

d. — *Société anonyme des logements de Plaisance.*

Cette société ne serait pas entrée dans le cadre de notre étude, bien qu'au point de vue des sociétés à bon marché, elle soit intéressante à cause de la modicité du prix des logements (1), si une caisse n'avait été créée par elle dans le but de faciliter le paiement des loyers.

Cette caisse est devenue une utile auxiliaire de la *Société des logements de Plaisance*. Elle a reçu en 1912 une somme de dépôts se montant à plus de 15.000 francs, au total.

Son fonctionnement est fort simple et les frais n'en sont pas élevés.

Chaque dimanche matin un bureau est ouvert où une caissière reçoit, en l'inscrivant sur un carnet individuel,

(1) Ils sont de 380 francs pour les plus grands. Il existe aussi quelques petits logements de 200 francs environ, destinés à des femmes seules avec enfants. Cette catégorie de locataires est peut-être la plus intéressante de toutes : aucune maison ne veut les recevoir car si la femme est seule on craint de n'être pas payé.

la petite somme épargnée dans la semaine par les familles ouvrières inscrites à la caisse. Les cotisants ne doivent pas payer un loyer supérieur à 400 francs, à moins que leurs charges de famille justifient un chiffre un peu plus élevé. A la date de chaque terme, janvier, avril, juillet, octobre, le montant des versements opérés pendant le trimestre est remis à chaque famille, augmenté d'un intérêt qui varie de 1 à 6 0/0, au prorata de la date et de la quotité du versement effectué.

C'est donc là une œuvre de petite envergure, mais qui, malgré cela, doit servir d'exemple aux sociétés d'habitation à bon marché. Toutes devraient en effet avoir une caisse de loyer, et trop souvent, ces sociétés d'habitation qui profitent des avantages qui leur sont concédés par la loi, oubliant leur but philanthropique, ne songent plus qu'à donner à leurs actionnaires des dividendes ; elles deviennent des sociétés capitalistes.

e. — *Maison de la Providence.*

(3, rue Oudinot.)

La *Maison de la Providence*, rue Oudinot, n° 3, a une caisse de loyers, mais c'est une œuvre *paroissiale* et absolument privée.

Les familles versent chaque semaine une certaine somme et on la leur rend, au moment du terme, avec une bonification de 10 0/0.

Cette œuvre est peu importante, il n'existe bien entendu, aucun document, statut, notice, s'y rapportant.

b. — *Œuvres des Paroisses* (1).

Un certain nombre de paroisses possèdent des caisses d'économie avec prime, alimentées par des personnes charitables et quelquefois aussi par les ressources personnelles de MM. les Curés. Ainsi Notre-Dame, la plus petite paroisse de Paris, a une caisse d'économie fondée en 1878. Tous les lundis, chaque famille apporte au siège de l'Œuvre, la somme qu'elle peut mettre de côté, et les jours de terme, ses versements lui sont rendus avec une majoration de 20 0/0.

Saint-Etienne-du-Mont a aussi une caisse d'Economie pour les personnes ayant un loyer ne dépassant pas 3 à 400 francs ; elles déposent hebdomadairement une petite somme, qui leur est remise, au versement du terme, avec une majoration de 4/10.

Saint-Louis-d'Antin, Saint-Philippe-du-Roule, Clichy, Notre-Dame-de-Clignancourt distribuent des secours de loyer aux familles nombreuses pour les aider à payer leur terme.

L'association des mères chrétiennes de la classe ou-

(1) Les renseignements concernant ces œuvres ont été puisés dans l'article « le Logement des pauvres » publié par le *Bulletin de la société amicale et d'étude des administrateurs et commissaires des bureaux de bienfaisance de Paris*. Année 1911, mois de février et mars.

rière a été fondée sur la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin en 1888, elle repose sur le même principe que les sociétés précédentes.

Bien que l'action de chacune de ces œuvres secondaires soit forcément réduite, elle n'en est pas moins intéressante.

Dans une immense cité comme Paris, une œuvre, serait-elle très riche et très puissante, ne pourrait suffire à toute la besogne ; son administration serait forcément très centralisée, et ses comités même seraient souvent absorbés par trop de questions administratives pour s'occuper à tous les infortunés méritants. Il est nécessaire que celui qui fait l'effort d'économie demandé par la caisse des loyers, qui s'astreint à faire ses versements hebdomadaires, se sente surveillé et aussi encouragé de près par les personnes charitables, et toutes ces œuvres secondaires font de la très bonne propagande au point de vue du relèvement moral des individus.

CHAPITRE V

LES UNIONS D'ŒUVRE

Nous venons d'achever l'examen détaillé de chacune des œuvres parisiennes qui s'intéressent au logement des familles nombreuses, et si nous jetons maintenant un regard en arrière, la première constatation que nous pouvons faire est celle-ci : il existe à Paris un grand nombre d'œuvres — sans compter les secours publics — qui s'occupent de secourir, au moment du terme, les familles nombreuses ; n'est-il pas à craindre que des familles peu scrupuleuses ne profitent de cette situation pour frapper à plusieurs portes et pour toucher des secours de plusieurs sociétés, cela au détriment des vrais pauvres ? Nous sommes obligés de reconnaître que la proposition que nous formulons n'est pas qu'une simple hypothèse ; en fait, il est exact que certaines familles arrivent à toucher de plusieurs œuvres charitables des secours, dont le total forme une somme assez importante.

Dans une remarquable étude publiée par le *Musée So-*

cial en 1911 (1), M. Beaufreton expose ainsi la question : « Encore qu'il traduise merveilleusement la vitalité du grand courant d'amour qui traverse le monde contemporain, le développement toujours croissant des œuvres de charité privée n'est pas sans entraîner des inconvénients sérieux, au point de vue de l'efficacité du secours.

« Il favorise singulièrement l'exploitation. Chaque œuvre qui se fonde augmente les ressources du faux pauvre, qui se fera passer pour catholique auprès du curé, pour protestant auprès du pasteur, qui rendra ses sollicitations assez souples pour s'adapter à tous les cadres, bénéficiant du manque d'entente entre ses bienfaiteurs. A aucune époque de l'histoire, le mendiant professionnel n'a pu se faire d'aussi forts revenus qu'à l'heure présente. On peut au moins se demander s'il s'agit là d'une conséquence inéluctable de l'accroissement du budget de la charité privée, s'il y a entre les deux phénomènes, une relation de causalité, ou si l'effort humain peut enrayer le débordement de l'exploitation sans tarir la source de bienfaisance ».

D'autre part, « Le nombre toujours grandissant des œuvres de bienfaisance privée complique chaque jour davantage le problème de leurs rapports avec l'assistance publique. On ne peut exiger en effet que celle-ci rentre en relations avec chacune des œuvres, d'autant

(1) Maurice Beaufreton. — *Les Unions d'œuvres d'assistance privée par arrondissement, à Paris. Le Musée Social. Mémoires et documents*, p. 25 et suivantes.

plus que nombre de créations, ne répondant à aucun besoin ou répondant mal à des besoins réels, se montrent singulièrement éphémères. Il faudrait donc qu'il y eut, en quelque sorte, une représentation de la charité privée, qui, sans être elle-même une œuvre, put servir d'intermédiaire entre les œuvres et l'Assistance Publique ».

Cette représentation, ou plutôt cette concentration des forces de la charité privée, permettrait, en outre, de résoudre entièrement la difficulté. »

Ces constatations ont amené les dirigeants de certaines œuvres importantes à fonder ce que l'on a appelé *les Unions d'Œuvres*, l'idée fut émise et répandue pour la première fois au Congrès International de 1900. M. René Bazin, président de la société des Visiteurs, avait préconisé « une libre entente entre les diverses institutions de visites à domicile » (1) M. Ambroise Rendu, Conseiller Municipal, insista sur cette idée de la façon suivante (2) :

« Il me semble, dit-il, qu'il n'est pas possible, ni désirable de grouper toutes les œuvres charitables, je ne dirai pas d'une ville, mais même d'un arrondissement, parce que les œuvres charitables, si vous me permettez cette comparaison, ressemblent aux fleurs d'un bouquet. Chacune d'elles a son parfum, chacune d'elles a une certaine tendance particulière, si je puis dire, et il ne faut

(1) Maurice Beaufreton. — *Les Unions d'Œuvre*, op. cit., p. 33.

(2) Maurice Beaufreton. — *Assistance publique et charité privée*, p. 228.

pas nuire à cette organisation spéciale, parce que c'est elle qui permet d'étendre davantage les bienfaits de la charité. Je voudrais donc que chacune de ces œuvres conservât son autonomie. Mais ne serait-il pas possible cependant, en prenant pour base une subdivision un peu limitée, comme l'arrondissement pour Paris, peut-être même le quartier, d'établir un lien intime, entre chacune des sociétés ? On chargerait un membre de chacune d'elles de vouloir bien se joindre aux délégués des autres de façon à constituer un comité charitable qui centraliserait les renseignements. *La centralisation des renseignements est, en effet, le point important et le seul moyen d'éviter le gaspillage de la charité*, on choisirait un local neutre, et là seraient centralisées les informations. Avec les délégués de ce comité on formerait ensuite un bureau central ». Les congressistes se rangèrent à l'avis de M. Ambroise Rendu et votèrent le vœu suivant : « Qu'une entente s'établisse, au point de vue des renseignements, entre les diverses œuvres de bienfaisance des arrondissements, ou des quartiers dans les grandes villes ; à cet effet, des délégués de chacune de ces œuvres seront désignés pour fournir les renseignements sur chacune des personnes qu'elles assistent au Comité constitué par la réunion de ces délégués ; les fiches établies à l'aide de ces renseignements ne seront communiquées qu'aux représentants des œuvres de bienfaisance dûment inscrites auprès du Comité local ; les Comités locaux pourront se réunir et constituer un bureau central de bienfaisance ».

Ce vœu ne resta pas lettre morte. En quelques années l'idée se répandit et prit corps. Au cours de l'hiver 1903-1906, la première Union d'Œuvres fut fondée dans le quatorzième arrondissement sur l'instigation de la présidente du Comité local de l'*Abri* (1).

« Successivement, naquirent ainsi l'Union du XI^e, l'Union du XII^e, l'Union du XIII^e, l'Union du XVII^e, l'Union du VII^e, l'Union des XV^e et XVI^e. Parfois, on prit comme lieu de réunion le salon d'une personne acceptée par toutes les œuvres à cause de son caractère et de sa valeur personnelle (VII^e et XII^e arrondissements). Ailleurs, on accepta l'hospitalité d'une œuvre de quartier, en s'assurant que cette Œuvre respecterait la neutralité de l'Union et ne chercherait en rien à accaparer à son profit la puissance morale du groupement (XV^e et XVII^e). Aux XIX^e et XII^e arrondissements, la Municipalité a mis à la disposition de l'Union une salle de la mairie, et au XIV^e, une salle d'école. Mais nulle part on n'a de statuts. »

Cependant, dans le XIII^e arrondissement, l'Union des Œuvres a adopté le règlement sommaire suivant :

L'Union des Œuvres d'assistance privée du XIII^e arrondissement a pour but :

1^o D'établir de cordiales et permanentes relations entre

(1) M. Beaufreton. — *Le Logement populaire à Paris. Le Musée Social. Mémoires et documents.* Année 1908, mois de novembre, p. 305.

toutes les œuvres d'assistance privée, agissant dans les limites de l'arrondissement ;

2° De mettre un terme, avec le bienveillant concours de l'Assistance Publique, aux doubles emplois aussi préjudiciables aux œuvres qu'aux malheureux ;

3° De servir d'intermédiaire entre le pauvre et les différentes œuvres capables de l'aider à se relever moralement et matériellement ;

4° De créer un bureau de renseignements ouvert aux œuvres adhérentes.

Pour devenir adhérentes, les œuvres n'ont qu'à adresser au président une déclaration d'adhésion et désigner leur délégué et ses suppléants.

Les œuvres adhérentes agissent et s'administrent comme elles l'entendent. Elles n'ont d'autres obligations envers l'Union que d'adresser au secrétaire, huit jours avant la réunion des délégués, un état sommaire de leurs opérations et de leurs propositions.

Les délégués se réunissent une fois par mois, à la mairie de l'arrondissement, pour statuer sur la suite à donner aux demandes de secours.

L'Union est administrée par un bureau, élu chaque année, composé d'un président, d'un vice-président ou secrétaire général, et d'un secrétaire-archiviste.

De plus, depuis peu, certaines unions d'arrondissement ont adopté une méthode de travail commune. C'est ainsi que les unions des V^e, XIII^e, XIV^e et XX^e arrondissements ont adopté la fiche que nous reproduisons.

Cette fiche contient au recto, les renseignements généraux sur la famille à laquelle elle est affectée.

OFFICE DE RENSEIGNEMENTS

Arrondissement

FAMILLE.....

Adresses successives..... Arrt.

.....

.....

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Composition de la
Famille

Ressources ordinaires et
régulières

Au verso sont énumérés les secours alloués,

OEUVRES PRIVÉES

ET PUBLIQUES S'INTÉRESSANT A LA FAMILLE

Dates	Nom et adresse de l'œuvre	Nom et adresse du visiteur de l'œuvre	Secours alloués et observations	
			en nature	en argent

Ces Unions d'œuvres ont-elles donné des résultats ?

Nous pouvons répondre affirmativement, et par les exemples que nous allons citer, nous prouverons qu'elles ont rempli le double but poursuivi : 1° S'entendre pour que plusieurs œuvres contribuent au relèvement d'une famille ; 2° Empêcher qu'une famille touche des allocations de plusieurs œuvres tout en affirmant qu'elle n'est secourue que par une seule.

Nous trouvons dans le compte rendu de l'*Abri*, pour l'année 1912, les renseignements suivants qui nous sont fournis par la présidente du Comité du IV^e arrondissement :

« L'Union des œuvres, organisée dans notre arrondissement, et qui fonctionne doucement, nous a permis de relever quelques familles vraiment intéressantes, et nous avons pu en signaler quelques autres qui avaient réussi à exploiter la charité de plusieurs sociétés adhérentes ».

De même, en 1911, dans son compte rendu annuel, la Présidente du Comité de l'*Abri* pour le XVIII^e arrondissement a constaté que « l'Union des œuvres avait fonctionné avec régularité et activité, malheureusement en dehors de la mairie qui veut l'ignorer ». Et elle ajoutait : « Notre Secrétariat est maintenant organisé d'une façon complète. Deux fois par semaine, la secrétaire vient aussi au siège social compléter les fiches et répondre aux demandes de renseignement. C'est grâce à notre fédération, aux détails précis que nous pouvons recueillir, que nous avons constaté combien souvent nous étions trompées, combien l'entente entre concierges et loca-

taires était plus fréquente que nous ne nous l'imaginions » !

« Trop souvent la concierge reprend la quittance déjà payée par une œuvre et la présente à la dame enquêtrice de l'*Abri*, ou bien c'est une famille ayant versé régulièrement au *Logement ouvrier* l'argent du loyer, ayant même touché la prime, qui assure à l'enquêtrice qu'elle va être mise dehors et elle montre le congé que la concierge n'a pas déchiré ».

Ces détails pris sur le vif montrent surabondamment l'intérêt de plus en plus croissant des Unions d'œuvres, il est à souhaiter que tous ceux qui s'occupent de questions charitables comprennent qu'il est de leur intérêt autant que de celui des pauvres, que des Unions de ce genre soient créées dans tous les arrondissements, et, si possible, que certaines unions groupent plusieurs arrondissements.

Il serait aussi très désirable que le jour où les vingt arrondissements auront leur union, un Comité Central soit fondé pour poser certains principes et donner à tous la ligne générale de conduite qui doit les guider dans leur action.

Avant de terminer ce chapitre, nous croyons devoir signaler l'idée originale émise par M. George Cahen sur les Unions d'œuvres (1). « Avant tout, il importe de grouper ces efforts, ces bonnes volontés éparpillées, qui

(1) Georges Cahen. — *Le Logement dans les villes*, op cit., p. 264-265 et suivantes.

se connaissent mal et que le public ignore ; il faut pour cela instituer un Comité de logements par arrondissement ou par quartier. Ce comité réunirait les représentants de l'Assistance Publique et les Mandataires des œuvres charitables ; il dirigerait l'action administrative et guiderait les initiatives privées. »

« Mais une telle entente, dira-t-on, est rendue impraticable par l'intransigeance de certaines doctrines, par l'irréductibilité de certains partis-pris, par des conflits d'amour-propre, des luttes d'ambition ; il est vrai. Mais sans nous dissimuler ces difficultés nous voyons l'entente possible, si on lui donne un but déterminé et précis. Par arrêté préfectoral seraient nés des comités locaux, présidés par le maire et composés d'un administrateur du bureau de bienfaisance, d'un médecin des hôpitaux et de 3 délégués d'œuvres privées, plus spécialement fondées pour l'amélioration du logement. Ces comités siègeraient une fois par semaine au moins ; ils assureraient des permanences dans les bureaux. Ils centraliseraient les demandes et offres de logement et organiseraient des offices de location gratuite. »

Sans vouloir critiquer une idée dont on ne pourrait apprécier la valeur qu'à l'expérience, il nous semble que l'intervention de l'Etat en pareille matière serait dangereuse, et qu'elle pourrait porter atteinte à la liberté d'association. Ne serait-ce pas encore une fois immiscer la politique dans les questions charitables ?

CHAPITRE VI

CONCLUSION

Solutions proposées et résultats à obtenir.

Nous avons exposé, au début de notre travail, l'état actuel de la crise du logement pour les familles nombreuses, et nous avons ensuite, dans des chapitres successifs, analysé les trois solutions que la charité publique ou privée avait apportées pour remédier à la crise : *Secours de loyers* — *Abri Temporaire* — *Caisse de Loyers*.

Cette analyse nous a permis de nous rendre compte de l'activité dépensée et des efforts très louables faits par cette véritable armée de gens de bien, qui dirigent, organisent, et soutiennent toutes ces œuvres. Et cependant, malgré ces efforts, malgré ces dévouements, malgré l'énormité des sommes dépensées, il reste encore tant de misères à secourir dans l'immense Cité qu'est Paris !

C'est pourquoi nous voudrions, avant de terminer notre étude, indiquer quelques-unes des solutions qui, à notre avis, pourraient être adoptées pour donner aux œuvres qui nous intéressent plus de force et de dévelop-

pement, pour leur permettre d'étendre leur action bien-faisante sur un plus grand nombre de malheureux.

Dans une pareille matière, chacun le sait, le nerf de la guerre est, comme dans bien d'autres, l'argent. Si les œuvres qui s'occupent du loyer du pauvre ont une action forcément limitée, c'est qu'elles sont obligées d'établir un rapport entre l'importance et le nombre des secours, et leurs disponibilités budgétaires. Il semble donc que le seul moyen possible d'étendre leur champ d'action soit de mettre à leur disposition des sommes d'argent plus considérables ; mais à qui demander ce supplément d'efforts pécuniaires. La charité privée, si souvent sollicitée par des œuvres de toutes sortes, toutes très intéressantes, semble avoir fait le maximum d'efforts ; on ne peut lui demander plus. Il appartient donc à l'Etat, aux départements, et à la Commune de subventionner les œuvres de secours immédiat de loyer. Mais il est bien entendu que, si nous admettons le principe de cette subvention de l'Etat, nous repoussons celui de l'intervention de l'état du département ou de la commune dans la distribution des secours ; une fois que l'Administration aura décidé, après examen, enquête, information complète prise sur le fonctionnement d'une société qu'une subvention de 10.000 francs, par exemple, peut lui être accordée, tout ce qu'il devra exiger, c'est la justification que l'argent aura bien été dépensé en secours ; quant au mode et aux détails de l'attribution, nous estimons qu'il est préférable de laisser à l'œuvre la

liberté de la régler à sa guise ; du moment qu'on lui a fait confiance une première fois en lui votant une allocation, il faut la laisser libre ensuite de disposer de cette allocation à sa guise.

Nous savons que l'on pourra répondre à notre proposition qu'à l'heure actuelle, le Conseil Municipal de Paris et le Conseil Général donnent des subventions à diverses sociétés et en particulier à l'*Abri* ; en effet, nous avons vu dans le paragraphe consacré à l'*Abri*, que le Conseil Municipal accordait tous les ans une somme de 1.200 fr. mais, comme nous l'avons déjà remarqué, et nous ne saurions trop insister sur ce point, le Conseil Municipal recommande à l'*Abri* un nombre de familles si considérable qu'en fait c'est lui qui reste, et de beaucoup, le débiteur de la société. Il est donc à souhaiter que le Conseil Municipal de Paris augmente considérablement le chiffre des sommes qu'il accorde comme subventions aux sociétés, qui s'occupent du logement des familles nombreuses. D'autre part, nous estimons que l'Etat devrait de son côté accorder à certaines sociétés les allocations assez élevées ; ce serait là une œuvre sociale utile à accomplir, et l'on serait certain que les sommes votées vont à de vrais pauvres, alors que celles que distribue l'Assistance Publique servent souvent à alimenter la caisse du débitant de boissons.

En ce qui concerne les *Abris Temporaires*, nous avons vu en étudiant l'œuvre si belle, fondée par M. le Sénateur Bérenger, l'*Abri Temporaire*, les difficultés sans

nombre que le grand philanthrope avait rencontrées auprès des divers départements ministériels intéressés et de la Ville de Paris, pour obtenir la disposition de terrains voisins des fortifications et inutilisés, sur lesquels il se proposait de construire les baraquements, qui devaient servir d'abri temporaire aux familles jetées à la rue. Il est profondément regrettable qu'une œuvre aussi belle, si humanitaire, si indispensable, soit entravée par la paperasserie et par des formalités administratives. Nous voudrions, au contraire, que la Ville de Paris fasse tout son possible pour seconder cette œuvre et aussi toutes les œuvres d'*Abri Temporaire*. C'est elle qui la première devrait offrir les terrains dont elle ne tire aucun revenu ; nous pensons que l'Etat, de son côté, devrait faciliter l'installation de ces abris temporaires sur la zone militaire par exemple ; là encore, il pourrait seconder très utilement les efforts des particuliers. L'Etat, le département, ou la commune ne peuvent, semble-t-il, faire moins que de céder gratuitement aux œuvres de ce genre les terrains qui leur sont nécessaires, et nous ne pensons pas qu'en cette matière leur générosité puisse devenir une charge pour leurs budgets respectifs. Enfin des subventions importantes devraient être accordées aux œuvres qui, comme la *Société pour l'amélioration du logement ouvrier*, ont fondé des caisses d'Epargne pour loyers ; comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, ces œuvres sont en quelque sorte la fin vers laquelle les œuvres qui s'occupent du loyer des familles nombreuses

doivent amener la plupart de ceux auxquels elles se sont intéressées. Prenons par exemple une famille composée du père, de la mère et de quatre enfants ; un jour, à la suite de maladie ou de chômage, l'argent pour le terme fait défaut ; comment conserver le foyer où le père est peut-être par surcroît étendu sur un lit de douleur ; l'*Abri* intervient et sauve une première fois la famille ; si la misère s'accroît et continue, si le propriétaire chasse ses locataires une œuvre d'abri temporaire peut les recueillir. Enfin la santé du chef de famille s'étant rétablie, toute la maisonnée peut s'installer à nouveau dans un logement ; mais après de si rudes épreuves, il lui sera sans doute très difficile, pour ne pas dire impossible, d'économiser la somme nécessaire pour payer le loyer. Pendant la période de malheur, tout a été laissé à l'abandon, il faudra renouveler une partie du linge et du mobilier, et à la fin du trimestre, la somme nécessaire au loyer aura été ébréchée ; c'est alors que l'on comprend l'utilité de la caisse de loyer qui permet à la famille d'économiser sans presque s'en apercevoir, et de se relever complètement. Comme on l'a souvent répété, alors qu'un ouvrier peut économiser 6 francs par semaine pour payer son logeur qui le parque dans une mauvaise chambre d'hôtel garni, il lui est impossible d'avoir, à la fin du trimestre, l'argent du terme, soit 78 francs. L'ouvrier en versant ses 6 francs par semaine à une caisse d'Epargne de loyer peut arriver à être chez lui, il aura pour cette somme deux

pièces, il sera dans ses meubles. Et c'est alors qu'après avoir fait ces constatations, on en est venu à préconiser le système du *Loyer hebdomadaire* pour l'ouvrier. « Ce qu'il faudrait à l'ouvrier français, a déclaré M. Deschanel, c'est un loyer plus court : le loyer trimestriel est dangereux parce que l'ouvrier a beaucoup de peine à mettre de côté ce qu'il gagne et à se garder lui-même, pendant plusieurs mois, contre les tentations qui l'assiègent. »

« Les Anglais, eux, pratiquent le loyer hebdomadaire et s'étonnent de nos mœurs(1). » C'est là, croyons-nous, une des meilleures solutions de la question du Logement des familles nombreuses, car elle est à la fois très simple et peu coûteuse en effet, il faut bien le reconnaître, malgré les efforts faits par toutes les œuvres qui s'intéressent à la question du logement des familles nombreuses, malgré le chiffre imposant des sommes dépensées, le nombre des familles secourues est infini si on le compare à celui des familles à secourir. Toutes ces œuvres ne sont, malgré le dévouement inlassable de leurs membres, que de faibles palliatifs.

Que faut-il faire ? Il ne semble pas qu'en pareille matière le législateur puisse utilement intervenir ?

Nous pensons qu'en dehors des œuvres de Caisse d'Epargne de loyer qu'il faut développer et surtout multiplier, il faut créer un courant d'opinions favorable à cette idée du *loyer hebdomadaire*, il faut que les pro-

(1) L'Abri. Assemblée Générale du 25 mars 1911.

priétaires d'immeubles, comprenant des petits logements, acceptent de supporter les frais supplémentaires et les ennuis bien secondaires du logement payé à la semaine ; qu'ils réfléchissent, il y va de leur intérêt même. Souvent, un locataire les quitte sans payer son terme, et comme il n'y a rien ou presque rien à saisir, le propriétaire perd tout, tandis que si le petit loyer avait été payé à la semaine, il en aurait sans doute touché au moins une partie et très probablement, il aurait touché complètement, il aurait conservé son locataire.

C'est par le livre, par le journal, c'est au moyen de conférences que cette propagande en faveur du loyer hebdomadaire doit se faire ; c'est là, nous ne saurions trop le répéter, la solution de la question. Quant à nous, nous serons largement récompensés de nos efforts si nous avons pu contribuer à la diffusion de cette idée.

La tâche qui reste encore à accomplir est considérable, ce n'est qu'à force de patience, de ténacité, et d'énergie, que ceux qui s'intéressent aux questions charitables pourront remédier à cette crise du logement qui sévit à Paris, sur les familles nombreuses. Mais si la tâche est rude, les philanthropes ont devant eux pour les soutenir la beauté du but à atteindre, et l'intérêt social du résultat.

Il s'agit là, en somme, de la vie même de la nation, à l'heure où les puissances qui nous environnent voient leur natalité sans cesse grandir, tandis que la nôtre reste presque stationnaire, à l'heure où la France a dû s'im-

poser un énorme sacrifice pour assurer sa sécurité, l'intégralité de son territoire et sauvegarder ses libertés, on ne saurait faire trop d'efforts pour sauvegarder les familles nombreuses qui ont été conduites à la misère par le fait même qu'elles ont beaucoup d'enfants. Il faut même faire mieux, et après les avoir sauvées, ne pas craindre de favoriser leur accroissement et par toutes les mesures possibles augmenter la natalité de la nation. Il faut enfin assurer aux familles nombreuses un minimum de confort ; en donnant au père de famille le goût de son intérieur, en le retirant de l'hôtel garni, on l'arrachera en même temps au cabaret, source de tuberculose et de folie ; on l'éloignera aussi des organisations révolutionnaires qui recrutent, chez l'individu dévoyé et sans abri stable, le meilleur de leurs troupes, et ce faisant, on rendra service à la France et à l'humanité.

BIBLIOGRAPHIE

Livres

Beaufreton Maurice. — *Assistance publique et Charité privée*, Paris, 1911.

Georges Cahen. — *Le Logement dans les villes*, Paris, 1913.

Augustin Rey. — *Le Cri de la France : des Logements ! 1912*.

Strauss Paul. — *Le Foyer populaire*, Paris, 1913.

Paris Charitable. — 1^{re} éd. 1897, 2^e éd. 1903.

Journaux et Revues

Revue de Prévoyance et de mutualité, août 1913, n° 8.

L'Eclair. — Samedi 12 avril 1913. Notice sur le Concours des familles nombreuses.

L'Eclair. — Jeudi 19 juin 1913, article de M. le vicomte de Guichen.

Echo de Paris. — Jeudi 26 décembre 1912, article de M. le vicomte de Guichen.

Journal Officiel. — 16 juillet 1913. Loi relative à l'assistance des familles nombreuses.

Le Gil Blas. — 16 janvier 1914.

Le Temps. — 19 janvier 1914.

Le *Musée Social*. — Novembre 1908, le *Logement populaire à Paris*, M. Beaufreton.

Le *Musée Social*. — Février 1911, les *Unions d'œuvres d'Assistance privée par arrondissement à Paris*, M. Beaufreton.

Bertillon, docteur. — *Des Conditions du logement en France et notamment dans les Villes, et de la nécessité de réserver des logements à bon marché aux familles nombreuses*, mai 1908.

Revue politique et parlementaire, janvier 1914.

Revue Philanthropique. — *Assistance à domicile, Réformes à réaliser*. Dr Drouineau, 10 mars 1905.

Revue Philanthropique. — *Œuvres de la Bienfaisance privée*, Louis Rivière.

Revue de la Société amicale et d'études des administrateurs et commissaires des bureaux de bienfaisance de Paris, février et mars 1911.

Documents

L'Abri. — Notice et statuts.

Brochures de propagande.

Compte rendu Assemblée générale de 1910.

» » » » 1911.

» » » » 1912.

» » » » 1913.

Amélioration du logement ouvrier. — Notices et statuts ;

Rapport à l'Assemblée générale de la société. Années 1911-1912-1913 ;

Carnet de versements ;

Une enquête sur le logement des familles nombreuses.

Annuaire de la Société philanthropique, 1913.

Béranger. — Lettre au Conseil Municipal.

Lettre de M. Béranger au journal *Le Matin*.

Bulletin de la Société de Saint-Vincent de Paul, octobre, novembre, décembre 1912 ;

Notices sur les Caisses de loyer.

Comité de Bienfaisance Israélite, 1912. — Rapport de l'Assemblée générale.

Cheysson. — *Logement des Familles nombreuses à faible salaire*, 1909.

Mangenot, docteur. — *Enquête par ménage des 281 familles plus nombreuses du XIII^e*.

Société des Visiteurs, brochure de propagande.

Société anonyme des logements de Plaisance. — Procès verbal de l'Assemblée générale 1913.

Trimestre location, 16 octobre 1913.

Vu, le Président de la thèse

A. SOUCHON

Vu, le Doyen

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
CHAPITRE I. — Le Problème du logement pour les fa- milles nombreuses	7
§ 1. Exposé de la question	7
§ 2. Les causes de la crise	10
a) Le surpeuplement	10
b) La cherté du loyer	16
c) L'hôtel meublé	24
§ 3. Les efforts faits pour enrayer la crise	26
a) Loi du 13 juillet 1913	26
b) Les sociétés d'habitation à bon marché .	30
CHAPITRE II. — Les œuvres de secours du loyer . . .	36
§ 1. L'Abri	38
§ 2. OEuvres secondaires.	60
a) Comité de bienfaisance israélite	61
b) Office central des œuvres de bienfaisance.	64
c) La société philanthropique	65
d) Société des visiteurs	67
§ 3. Secours publics de loyer	68
CHAPITRE III. — Les Abris temporaires.	77
a) L'OEuvre des Sans-Abris	78
b) L'Abri temporaire	80

c) Le logis temporaire pour familles nombreuses, l'œuvre du sénateur Bérenger.	82
CHAPITRE IV. — Les Caisses d'épargne du loyer . . .	90
§ 1. L'Amélioration du logement ouvrier . . .	92
§ 2. OEuvres secondaires.	120
a) Société de Saint-Vincent de Paul . . .	120
b) Caisse d'épargne pour petits loyers . . .	123
c) Caisse d'économie pour loyers	126
d) Société anonyme des logements de Plaisance	128
e) Maison de la Providence.	129
f) OEuvres des Paroisses.	130
CHAPITRE V. — Les Unions d'œuvres	132
CHAPITRE VI. — CONCLUSION	142
BIBLIOGRAPHIE	151

